



RÉVISION ALLÉGÉE N° 1

Notice environnementale

Complément au rapport de présentation

V1 – 18/07/2025



RÉVISION ALLÉGÉE N° 1

Notice environnementale

Complément au rapport de présentation

V1 – 18/07/2025

SOMMAIRE

A.	Résumé non technique	6
1.	Contexte.....	6
2.	Éléments de méthode.....	7
3.	Évaluation environnementale	8
B.	La démarche d'évaluation environnementale	9
1.	Approche générale de l'évaluation	9
2.	Autoévaluation de la révision allégée n° 1.....	11
C.	État des lieux et incidences de la révision allégée n° 1	16
1.	Approche globale	16
2.	Approche par secteur	26
3.	Incidences prévisibles sur Natura 2000.....	38
4.	Bilan, mesures et suivi.....	42
D.	Articulation de la révision allégée n° 1 avec les documents cadres.....	44
1.	SCOT Nord de l'Yonne	44
2.	PCAET du Grand Sénonais.....	50

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Tableaux

Tableau 1. Acteurs impliqués dans la révision allégée n° 1	7
Tableau 2. Codification des thématiques environnementales	14
Tableau 3. Codification des niveaux d'effet sur l'environnement.....	14
Tableau 4. Bilan de l'évolution des EIPE	17
Tableau 5. Croisement des composantes des trames du SRCE avec les EIPE visés par la RA1	19
Tableau 6. Croisement des inventaires et protections des milieux naturels avec les EIPE visés par la RA1	24
Tableau 7. Liste des espèces de chiroptères éligibles à la directive « Habitats » de la ZSC FR2601012	38
Tableau 8. Bilan de la révision allégée n° 1	42
Tableau 9. Bilan des mesures.....	43
Tableau 10. Indicateurs de suivi du PLUi pertinents pour le suivi des effets de la révision allégée n° 1	43

Cartes

Carte 1. Localisation des secteurs concernés par la révision allégée n° 1.....	18
Carte 2. Réservoirs et corridors de la sous-trame des milieux boisés.....	20
Carte 3. Réservoirs et corridors de la sous-trame des milieux ouverts mosaïques.....	21
Carte 4. Réservoirs et corridors de la sous-trame des milieux ouverts secs.....	22
Carte 5. Réservoirs et corridors de la sous-trame des milieux humides	23
Carte 6. Zonages d'inventaire et de protection des milieux naturels	25
Carte 7. Localisation des sites Natura 2000 et des sites visés par la RA1	39

Photos

Photo 1. Dixmont – EIPE supprimé.....	26
Photo 2. Dixmont – EIPE créé.....	27
Photo 3. Gron (Les Chaponnières) – EIPE supprimé.....	28
Photo 4. Gron (Les Chaponnières) – EIPE créé	29
Photo 5. Gron (étang de Salcy) – EIPE supprimé	30
Photo 6. Gron (étang de Salcy) – EIPE créé.....	31
Photo 7. Passy – EIPE supprimé	32
Photo 8. Saligny – EIPE supprimé	33
Photo 9. Saligny – EIPE créé	34
Photo 10. Soucy (route de Cuy) – EIPE supprimé	35
Photo 11. Soucy (route de Cuy) – EIPE créé.....	35
Photo 12. Soucy (impasse des Petits Bois) – EIPE supprimé.....	36
Photo 13. Soucy (impasse des Petits Bois) – EIPE créé	36
Photo 14. Villeneuve-sur-Yonne – EIPE créé	37

A. Résumé non technique

1. Contexte

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la Communauté d'Agglomération du Grand Sénonais (CAGS), initié courant 2017, a été approuvé le 15 décembre 2022 et est exécutoire depuis le 26 décembre de cette même année. Ce document d'urbanisme oriente la collectivité autour de trois enjeux forts développés dans le PADD et qui sont d'affirmer et de consolider une position de territoire attractif en réseaux, de cultiver l'équilibre et les complémentarités au sein de l'agglomération, ainsi que de recentrer les paysages habités autour des lieux de vie.

Le PLUi-H a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration, qui a donné lieu à l'avis de la MRAe n° BFC – 2022-3196 du 06 mars 2022. Il a été tenu compte de cet avis comme suit :

- Réduction de la consommation foncière
 - Renforcement de l'objectif de modération foncière fixée par le PADD
 - Réduction de la zone U (3 730 ha à l'arrêt, 3 667 ha à l'approbation)
 - Augmentation marginale de la zone AU (182,3 ha à l'arrêt, 183,7 ha à l'approbation, avec création d'une zone AU stricte « 2AU » de 45,7 ha)
 - Réduction marginale de la zone A (16 975 ha à l'arrêt, 16 968 ha à l'approbation)
 - Augmentation de la zone N (16 682 ha à l'arrêt, 16 750 ha à l'approbation)
- Ajout dans le Rapport de présentation – Tome C : évaluation environnementale :
 - De la description des principales caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du PLU
 - De la description détaillée des dispositions du PLUi concernant les zones Natura 2000
 - De la description des évolutions du PLUi pour l'approbation (§ IV.B.2, p. 161)
- Mises à jours et compléments du Diagnostic territorial, de l'État initial de l'environnement et du Résumé non technique.
- Ajustement des OAP

Depuis, le PLUi-H a connu deux évolutions :

- Une première Modification Simplifiée a été approuvée le 19 octobre 2023 et est exécutoire depuis le 24 octobre 2023. Cette procédure d'évolution a eu pour objectif de clarifier les règles de stationnement ainsi que de préciser la méthodologie de calcul de la hauteur des constructions.
- Une seconde Modification Simplifiée a été approuvée le 16 mai 2024 et est exécutoire depuis le 24 mai 2024. Celle-ci a eu pour objectif de corriger des erreurs matérielles graphiques, d'annexer des documents opposables ainsi que d'apporter une précision rédactionnelle sur une OAP.

Les documents constituant le PLUi-H du Grand Sénonais applicables sont disponibles sur le Géoportail de l'Urbanisme (<https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/>).

Deux ans après l'application du PLUi-H, une consultation a été menée auprès des communes et des services instructeurs de la CAGS afin de déterminer les besoins d'évolution du document d'urbanisme intercommunal. Les éléments recensés ont par la suite été analysés afin de déterminer la procédure adaptée à chacune des modifications souhaitées. La CAGS réalise en parallèle, trois procédures d'évolutions distinctes d'évolution de son PLUi :

- La Révision allégée n°1, objet de la présente notice, ayant pour unique objet la modification d'espaces protégés au titre de l'article L. 151-13 du code de l'urbanisme (Espaces d'Intérêt Paysager et Écologique : EIPE) ;

- La Modification n°1, « de droit commun », pour faire évoluer le document sur différents sujets, dans le respect des objectifs du PADD et de l'article L153-41 du Code de l'Urbanisme ;
- La Modification simplifiée n°3, portant sur la correction d'erreurs matérielles, la suppression d'emplacements réservés, des précisions rédactionnelles, des adaptations mineurs des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), ainsi que la mise à jour de pièces annexes.

La révision allégée n° 1 porte **exclusivement** sur l'ajustement ou la suppression de 8 périmètres d'espaces d'intérêt paysager et écologique protégés au titre de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme (EIPE). Pour la réalisation de la révision allégée n° 1, la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais (CAGS) a choisi de se faire accompagner par la même équipe d'AMO que celle en charge de l'élaboration du PLU.

Structure	Rôle
Communauté d'agglomération du Grand Sénonais	Collectivité compétente en termes d'urbanisme
Communes de Dixmont, Gron, Passy, Saligny, Soucy et Villeneuve sur-Yonne	Communes concernées par la révision allégée n° 1
DBW	AMO urbanisme
Urban-Éco	AMO environnement

Tableau 1. Acteurs impliqués dans la révision allégée n° 1

2. Éléments de méthode

a. Enjeux environnementaux auxquels la révision allégée doit répondre

En complément de l'état initial de l'environnement du PLUi, l'évaluation environnementale dresse et analyse l'état des lieux de l'environnement des périmètres concernés par la révision allégée n° 1. Étant donné l'objet unique de la révision allégée n° 1, cet état des lieux se concentre sur les thématiques de la nature et du paysage.

Le cas échéant, les enjeux particuliers sont établis pour les secteurs visés par la révision allégée n° 1.

b. Incidences notables de la révision allégée sur l'environnement

L'évaluation environnementale de la modification simplifiée n° 3 établit les incidences de l'aménagement futur du territoire, qui pourraient générer un accroissement des ressources naturelles mobilisées (énergie, eau potable, matériaux, etc.) et des émissions du territoire (gaz à effet de serre, eaux usées, polluants atmosphériques, déchets, etc.). Les effets temporaires, c'est-à-dire en phase chantier, ne relèvent pas du champ de l'urbanisme : ils ne sont donc pas analysés.

Le projet de modification simplifiée n° 3 fait l'objet d'une analyse document par document, permettant d'examiner systématiquement toutes les dispositions de la modification simplifiée n° 3 et d'envisager exhaustivement les incidences de chacune sur l'environnement. Cette analyse est conduite selon une grille à 6 niveaux, au regard des thèmes environnementaux exposés à l'article L. 110-1 du code de l'environnement et L. 101-2 du code de l'urbanisme.

Niveau d'incidence	Positive	Positive à conforter	Mitigée	Risque d'incidence négative	Incidences négative	Sans incidence
Codification	+	(+)	±	⚠	-	∅

Tableau 3. Codification des niveaux d'effet sur l'environnement

c. Incidences sur le réseau Natura 2000

L'état initial du site et de l'environnement du territoire et l'état des lieux du site Natura 2000 permettent d'établir les enjeux écologiques notables à prendre en compte au regard des habitats d'espèces et des espèces d'intérêt patrimonial présentes sur le territoire et à proximité.

Les incidences éventuelles de la révision allégée du PLUi du Grand Sénonais sur le réseau Natura 2000 pourraient être de deux ordres :

- **Incidences directes** : urbanisation dans les sites, destruction d'habitats naturels et d'habitats d'espèces éligibles ;
- **Incidences indirectes** : atteinte à la fonctionnalité du site, remise en cause de continuités écologiques et de l'alimentation hydrique des milieux, atteinte indirecte aux espèces.

3. Évaluation environnementale

a. Incidences de la révision allégée n° 1 sur l'environnement

Les évolutions envisagées sont globalement sans incidence sur l'environnement.

Localement, la suppression de 2 EIPE porte un risque modéré d'atteinte à une population d'espèces protégée (Lézard des murailles) ou de banalisation du paysage et d'atteinte au cortège des oiseaux des vergers et des haies.

Le projet de révision allégée du PLUi-H du Grand Sénonais est compatible avec les documents cadres soumis à évaluation environnementale avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte : SCOT Nord de l'Yonne et PCAET du Grand Sénonais.

b. Évaluation des incidences sur Natura 2000

Le Grand Sénonais est concerné par le site Natura 2000 ZSC FR2601005 « Pelouses à orchidées et habitats à chauve-souris des vallées de l'Yonne et de la Vanne ».

Au vu de ses caractéristiques, les secteurs concernés par la modification simplifiée ne présentent pas d'enjeux vis-à-vis du réseau Natura 2000. La révision allégée du PLUi-H du Grand Sénonais n'est donc pas susceptible d'avoir des incidences sur le réseau Natura 2000.

c. Mesures et procédure de suivi

La révision allégée intègre des mesures compensatoires, garantes du maintien de la superficie totale des espaces d'intérêt paysager et écologique protégés au titre de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme (EIPE) à l'échelle du Grand Sénonais. Des mesures d'évitement et de réductions sont proposées en complément pour pallier les effets résiduels de la révision allégée sur 2 sites.

Le suivi à 6 ans des effets de la mise en œuvre de la révision allégée n° 1 s'appuiera sur le jeu d'indicateurs définis pour le suivi du PLUi de la CAGS dans son ensemble.

B. La démarche d'évaluation environnementale

1. Approche générale de l'évaluation

a. Contexte réglementaire

L'évaluation de la révision allégée n° 1 du PLUi du Grand Sénonais est menée dans le cadre général de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001, qui a pour objectif d'améliorer la prise en compte de l'environnement dans l'élaboration des documents de planification. Cette directive établit un système d'évaluation fondé sur une autoévaluation par le maître d'ouvrage, et une évaluation externe par la consultation d'une autorité compétente et l'implication du public.

Pour l'autoévaluation de la révision allégée n° 1, la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais (CAGS) s'est fait accompagner par le bureau d'études Urban-Éco. L'autoévaluation de la révision allégée n° 1 est double :

- Démarche d'accompagnement de la révision allégée n° 1 tout au long de la procédure, elle permet une prise en compte des enjeux environnementaux locaux tels qu'ils ressortent du diagnostic territorial et des enjeux mondiaux de développement durable exposés par l'article L. 110-1 du code de l'environnement et par l'article L. 101-2 du code de l'urbanisme.
- Évaluation *ex-ante*, elle est formalisée par la rédaction du présent rapport d'évaluation environnementale.

Le degré de précision de l'évaluation environnementale du PLU est notamment cadré par l'article L. 104-5 du code de l'urbanisme :

« Le rapport de présentation contient les informations qui peuvent être raisonnablement exigées, compte tenu des connaissances et des méthodes d'évaluation existant à la date à laquelle est élaboré ou révisé le document, de son contenu et de son degré de précision et, le cas échéant, de l'existence d'autres documents ou plans relatifs à tout ou partie de la même zone géographique ou de procédures d'évaluation environnementale prévues à un stade ultérieur. » ...

... par l'article R. 104-19 du même code :

« Le rapport de présentation [...] est proportionné à l'importance du document d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.

Il peut se référer aux renseignements relatifs à l'environnement figurant dans d'autres études, plans ou documents. » ...

Le contenu de l'évaluation environnementale de la révision allégée du PLUi du Grand Sénonais est défini par l'article R. 104-18 du code de l'urbanisme :

« Les documents d'urbanisme [] qui ne comportent pas de rapport de présentation en application d'autres dispositions sont accompagnés d'un rapport environnemental comprenant :		Ces éléments figurent aux chapitres suivants :
1°	Une présentation résumée des objectifs du document, de son contenu...	A.1
	... et, s'il y a lieu, de son articulation avec les autres documents d'urbanisme et les autres plans et programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ;	D
2°	Une analyse de l'état initial de l'environnement et des perspectives de son évolution en exposant notamment les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du document ;	C
3°	Une analyse exposant :	

a)	<i>Les incidences notables probables de la mise en œuvre du document sur l'environnement, notamment, s'il y a lieu, sur la santé humaine, la population, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel architectural et archéologique et les paysages et les interactions entre ces facteurs ;</i>	C
b)	<i>Les problèmes posés par l'adoption du document sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;</i>	C.3
4°	<i>L'exposé des motifs pour lesquels le projet a été retenu au regard des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national et les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du document ;</i>	C
5°	<i>La présentation des mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du document sur l'environnement ;</i>	C.4
6°	<i>La définition des critères, indicateurs et modalités retenus pour suivre les effets du document sur l'environnement afin d'identifier, notamment, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;</i>	C.4
7°	<i>Un résumé non technique des éléments précédents...</i>	A
	<i>... et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.</i>	B

b. L'esprit de la démarche

Le cadre législatif et réglementaire exprime la volonté de construire et de mettre en œuvre des documents d'urbanisme « durables », prenant mieux en compte l'environnement et le bien-être de la population. Ainsi, les objectifs de l'évaluation environnementale sont :

- Rendre compte, auprès du grand public et des acteurs concernés, de la stratégie de prise en compte de l'environnement suivie pour la révision allégée n° 1 du PLUi. Ce compte-rendu est effectué à partir des données publiques disponibles auprès de différents organismes (DRIEAT, INSEE, ADEME...), ou incluses dans les diagnostics et évaluation des schémas plans et programmes supra-communaux. Au besoin des investigations complémentaires sont menées, pour permettre d'appréhender les enjeux environnementaux du territoire. Ces études éventuelles sont proportionnées au temps et aux moyens disponibles. Ce sont par exemple : l'étude des trames vertes et bleues locales qui peuvent nécessiter d'être précisées par rapport au SRCE, la compilation des données sur la santé humaine...
- Montrer, par un avis d'expert, que les incidences du projet sur l'ensemble des composantes de l'environnement ont été prises en compte lors de son élaboration. Cet avis d'expert met le projet en perspective au regard des risques pour l'environnement et la santé et des enjeux vision de développement durable du territoire étudié.
- Améliorer le projet en fonction de l'analyse des incidences sur l'environnement, dans un processus itératif, au cours de différentes instances et par différents moyens techniques et d'échanges.
- Justifier les choix de la collectivité en matière d'aménagement au regard des enjeux environnementaux identifiés.

La méthode suivie s'attache à une approche systémique impérative pour traiter de la complexité intrinsèque du territoire à devoir apporter une réponse locale et immédiate, dans un contexte régional, et sans entraver les développements futurs.

Aujourd'hui, l'étape « évitement » de la séquence ERC constitue l'étape déterminante et primordiale pour concevoir un projet de faible, voire d'absence d'impact environnemental, acceptable par la société civile. L'évitement peut

être de plusieurs types : d'opportunité par une variante différente ; géographique par une solution déplacée ; technique par des modalités d'aménagement sans effet.... Cette posture intègre aussi les temps de la réduction et d'accompagnement déterminants des effets nuls sur l'homme et l'environnement, voire de régénération de leurs lieux de vie. « Compenser » dans la dynamique d'un document déterminant la règle et ses mesures d'application présente, à nos yeux, un risque fort de ne pas arrêter les évolutions catastrophiques actuels sur les sols, l'air, l'eau, la faune, la flore...

Ainsi, des alternatives aux premiers scénarios de révision allégée n° 1 ont été analysées par la CAGS et les communes concernées, avant d'être éventuellement écartées avec une évolution progressive aux termes d'itérations successives. C'est à la fin de ce processus que l'évaluation a été formalisée, pour mettre en évidence l'effet des choix retenus. Les incidences éventuelles ressortent clairement. L'apparente simplification en incidence positive, mitigée, négative ou sans incidence, est en réalité le résultat de la dynamique de ce projet.

Des éventuelles compensations sont des plus difficiles à concevoir à l'échelle du périmètre restreint concerné par la mise à compatibilité.

Références méthodologiques

- Guide de l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme. CGDD, novembre 2019.
- Évaluer, dialoguer, préserver. Incidences des plans, projets et manifestations sur les sites Natura 2000. MEDDE. 8 p.

2. Autoévaluation de la révision allégée n° 1

Le PLU est à la fois un document d'urbanisme réglementaire et un document d'aménagement, respectant les trois piliers du développement durable : économique, social et environnemental.

a. Méthode mise en œuvre

(i) État des lieux prospectif et identification des enjeux

Le diagnostic des secteurs visés par la révision allégée n° 1, bibliographique, cartographique et de terrain permet de dégager leurs principales caractéristiques et d'identifier leurs enjeux.

(ii) Processus d'élaboration de la révision allégée n° 1

L'élaboration d'un document d'urbanisme est un processus itératif et partagé, permettant des choix politiques éclairés.

Les dispositions retenues sont le résultat de nombreux échanges et font suite à l'exploration de différentes solutions alternatives, analysées et étudiées par toutes les parties prenantes à la révision allégée n° 1 du PLUi. Les motivations des choix intègrent aussi des enjeux qui ne sont pas exclusivement environnementaux. Même quand les enjeux environnementaux prédominent, il peut y avoir antagonisme entre deux enjeux pour un choix donné.

Le rapport d'évaluation s'attache à présenter au fur et à mesure de l'analyse les évolutions portées par la révision allégée n° 1, les solutions alternatives finalement écartées et les mesures d'évitement, de réduction, et le cas échéant de compensation, intégrées au corps même de la révision. Les effets et conséquences de ce choix global sont décrits pour inférer son incidence à court et long termes.

(iii) Analyse des incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du plan sur l'environnement

L'objet du PLUi est de déterminer l'affectation des sols, les règles d'aménagement et de construction sur le territoire du Grand Sénonais. Ses dispositions encadrent notamment ce qui est autorisé pour les constructions nouvelles ou les interventions sur les constructions existantes.

- Dans le cas d'un effet positif, l'effet sera évalué au minimum de ce qui est exigé ;
- Dans le cas d'un effet négatif, l'effet sera évalué au pire de ce qui est autorisé.

Ainsi, l'évaluation globale de la révision allégée n° 1 est volontairement pessimiste.

Toutes les constructions, et la plupart des aménagements, ont un effet permanent et difficilement réversible sur l'environnement, avec une aire d'impact plus ou moins étendue. Certains travaux peuvent avoir des effets indirects. Les effets temporaires, c'est-à-dire en phase chantier, ne relèvent pas du champ de l'urbanisme : ils ne sont donc pas analysés.

(iv) Incidences sur le réseau Natura 2000

Un chapitre spécifique, autonome est consacré à l'analyse des incidences de la révision allégée n° 1 sur le réseau Natura 2000, à proximité du Grand Sénonais. L'analyse est réalisée au regard des habitats et des espèces éligibles ayant motivé la désignation de ces sites, ainsi que sur celles recensées depuis et mentionnées au DOCOB. Les effets directs et indirects de chaque composante sont expertisés et une conclusion spécifique est rédigée.

À la fin du processus d'élaboration de la révision allégée n° 1, les effets directs et indirects doivent être limités au maximum et les éventuels effets résiduels doivent être compensés, afin de garantir le « bon état de conservation » des milieux et des espèces à l'échelle locale, comme à l'échelle de l'ensemble du réseau européen.

(v) Définition de mesures

L'objectif de la démarche d'évaluation est de produire un document d'urbanisme réduisant au maximum ses incidences sur l'environnement. C'est donc dans le processus même d'élaboration de la révision allégée n° 1 que les « mesures » sont les plus importantes : le choix entre les différentes options est réalisé de la manière la plus opportune possible et après comparaison de solutions alternatives.

Les mesures d'évitement et de réduction des incidences intégrées de ce fait, sont mentionnées, lors de l'analyse des dispositions de la révision allégée n° 1 ainsi que les solutions alternatives envisagées. À l'issue de son élaboration, la révision allégée n° 1 dans son ensemble ne devrait pas avoir d'effets négatifs notables directs ou indirects sur l'environnement.

Il peut néanmoins comporter des incidences ponctuelles ou limitées sur certaines thématiques. Ces incidences sont identifiées formellement dans le rapport d'évaluation. Leurs origines respectives sont exposées et justifiées, notamment lorsqu'elles sont à rechercher dans la traduction locale d'un document cadre (SDRIF, SCOT...), ou dans l'arbitrage avec des objectifs économiques ou sociaux. Des mesures complémentaires de réduction doivent alors être définies.

Les mesures envisageables de réduction de ces incidences résiduelles, sont présentées de manière simple, sachant qu'elles sont la plupart du temps liées :

- À des procédures opérationnelles sur lesquelles la révision allégée n° 1 n'a que peu de moyens d'actions ;
- À l'application d'autres procédures réglementaires que les autorisations d'urbanisme, comme les études d'impact, les dossiers « Loi sur l'Eau » ou les dossiers de dérogation « espèces protégées » ;

- À la mise en œuvre des projets d'aménagement eux-mêmes, en phase d'étude ou de réalisation, et relevant des échanges entre opérateur et collectivité.

Si des incidences négatives majeures n'ont pu être évitées ou suffisamment limitées et que les solutions alternatives possibles ne sont pas plus favorables, il faut alors prévoir des mesures de compensation proportionnées, adaptées au projet et réalisables. Les mesures proposées sont toujours « sur-mesure ». Elles ne peuvent la plupart du temps pas être définies à l'échelle de la zone impactée, voire même du territoire communal, ce qui oblige à une réflexion de projets à des échelles supérieures à la parcelle. La définition d'un échancier de mise en œuvre, dépendant de l'éventuelle réalisation de travaux autorisés par la révision allégée n° 1, est dans la majorité des cas impossible. L'évaluation ne s'y engage donc pas.

(vi) *Résumé non technique*

Le résumé doit être fidèle au rapport d'évaluation, proposant une synthèse de chaque partie, pour en retirer les informations les plus importantes au regard des enjeux environnementaux. Il n'apporte pas de nouveaux éléments et n'oriente pas le lecteur. Mais il précise les limites et les méthodes de production de l'évaluation environnementale.

b. Grilles d'analyse

(i) *Thèmes considérés*

Les incidences sont analysées au regard des domaines et thèmes environnementaux exposés à l'article L. 110-1 du code de l'environnement et L. 101-2 du code de l'urbanisme. Chaque domaine ou thème est assorti d'un « code » pour permettre une lecture plus fluide de l'évaluation.

Famille de thèmes		Thèmes	
Climat	Lutte contre le changement climatique	GES	Réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES)
		Énergie	Maîtrise de l'énergie
		ENR	Développement des énergies renouvelables
		Adaptation	Adaptation du territoire au changement
Res-sources	Préservation des ressources naturelles	Sol	Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain, Préservation de la fonctionnalité des sols
		Eau	Préservation de la ressource en eau
		Matériaux	Économie de matériaux non renouvelables
Biodiver-sité	Biodiversité et écosystèmes	Biodiversité patrimoniale	Préservation de la biodiversité patrimoniale
		Biodiversité ordinaire	Préservation de la biodiversité ordinaire
		Trames écologiques	Préservation et renforcement des trames écologiques
Paysages	Paysages et patrimoine	Paysages naturels	Préservation des paysages naturels
		Paysages urbains	Préservation des paysages urbains
		Patrimoine architectural	Préservation du patrimoine architectural

Famille de thèmes		Thèmes	
Santé	Santé environnementale des populations	Risques naturels	Prévention des risques naturels
		Risques technologiques	Prévention des risques technologiques
		Pollution	Lutte contre les pollutions de l'eau, de l'air et du sol
		Nuisances	Prévention des nuisances (bruit, odeurs...)
		Déchets	Réduction des déchets

Tableau 2. Codification des thématiques environnementales

(ii) Mode de notation

1° Les 6 niveaux d'incidence

Les incidences sont analysées selon une échelle à 6 niveaux, permettant de sensibiliser, alerter ou rassurer sur les effets environnementaux de telle ou telle disposition. Les niveaux d'effet sont marqués par un code couleur faisant ressortir clairement l'information.

- **Incidence positive**. La disposition (orientation d'une OAP, rédaction d'une règle, prescription graphique...) porte des incidences clairement positives sur un ou plusieurs thèmes environnementaux.
- **Incidence négative**. La disposition a des incidences clairement négatives sur un ou plusieurs thèmes environnementaux. Ce niveau d'incidence nécessite la mise en œuvre de mesures selon la séquence éviter, réduire compenser (ERC).
- **Sans incidence**. La disposition n'entraîne aucune incidence sur l'environnement. Elle est le plus souvent destinée à répondre de manière spécifique à un enjeu non environnemental, sans avoir d'incidence notable sur les thèmes environnementaux.
- **Incidence positive à conforter**. La disposition produit des incidences positives mais limitées sur un thème. Ce caractère limité peut être dû à une intensité ou une étendue géographique restreintes. Des mesures ERC peuvent être envisagées pour augmenter l'intensité des effets et assurer une incidence conséquente de la révision allégée n° 1 sur le thème considéré.
- **Risque d'incidence négative**. La disposition a une incidence sur un thème environnemental difficile à prévoir ou connue de manière imprécise. La nature du risque est signalée pour suggérer des pistes d'évitement ou faire ressortir la nécessité de mener des études complémentaires permettant d'apprécier plus précisément le risque.
- **Incidence mitigée**. La disposition produit des effets antagonistes sur un thème de l'environnement, à la fois positifs et négatifs sans que ces effets s'annulent. Elle peut ainsi produire des effets positifs sur un espace donné et négatif sur un autre, ou mobiliser positivement un levier d'action sur un thème et négativement un autre.

Niveau d'incidence	Positive	Positive à conforter	Mitigée	Risque d'incidence négative	Incidences négative	Sans incidence
Codification	+	(+)	±	⚠	-	∅

Tableau 3. Codification des niveaux d'effet sur l'environnement

2° Synthèse et pondération

Les dispositions particulières de la révision allégée n° 1 induisent un effet sur les différents champs environnementaux :

- Soit de manière globale sur le périmètre de révision allégée n° 1 ;
- Soit de manière ponctuelle.

Pour évaluer l'effet cumulé d'une pièce de la révision allégée n° 1, il convient de combiner les évaluations thématiques globales et locales. Le principe est que l'effet global, modifiant de manière substantielle des paramètres environnementaux l'emporte sur un effet local ou particulier. Cependant, une évaluation locale ou particulière médiocre peut dégrader l'effet d'ensemble. La synthèse des effets reste à l'appréciation de l'expert évaluateur, qui juge du risque, puisqu'il ne s'agit pas la plupart du temps d'éléments calculés et mathématiques, mais d'effets objectifs.

C. État des lieux et incidences de la révision allégée n° 1

La révision allégée n° 1 a comme **objet exclusif** l'ajustement ou la suppression de 8 périmètres d'espaces d'intérêt paysager et écologique protégés au titre de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme (EIPE)

1. Approche globale

a. Bilan des surfaces

Les surfaces d'EIPE supprimées sont compensées par la création de nouveaux EIPE à proximité (cf. § C.2). Le tableau à la page suivante dresse le bilan l'évolution des surfaces à l'échelle du territoire.

L'évolution des EIPE concerne des surfaces marginales à l'échelle du territoire, avec une diminution de la superficie totale de 5,59 ha (– 0,42 %). À l'échelle communale également, les évolutions sont modestes :

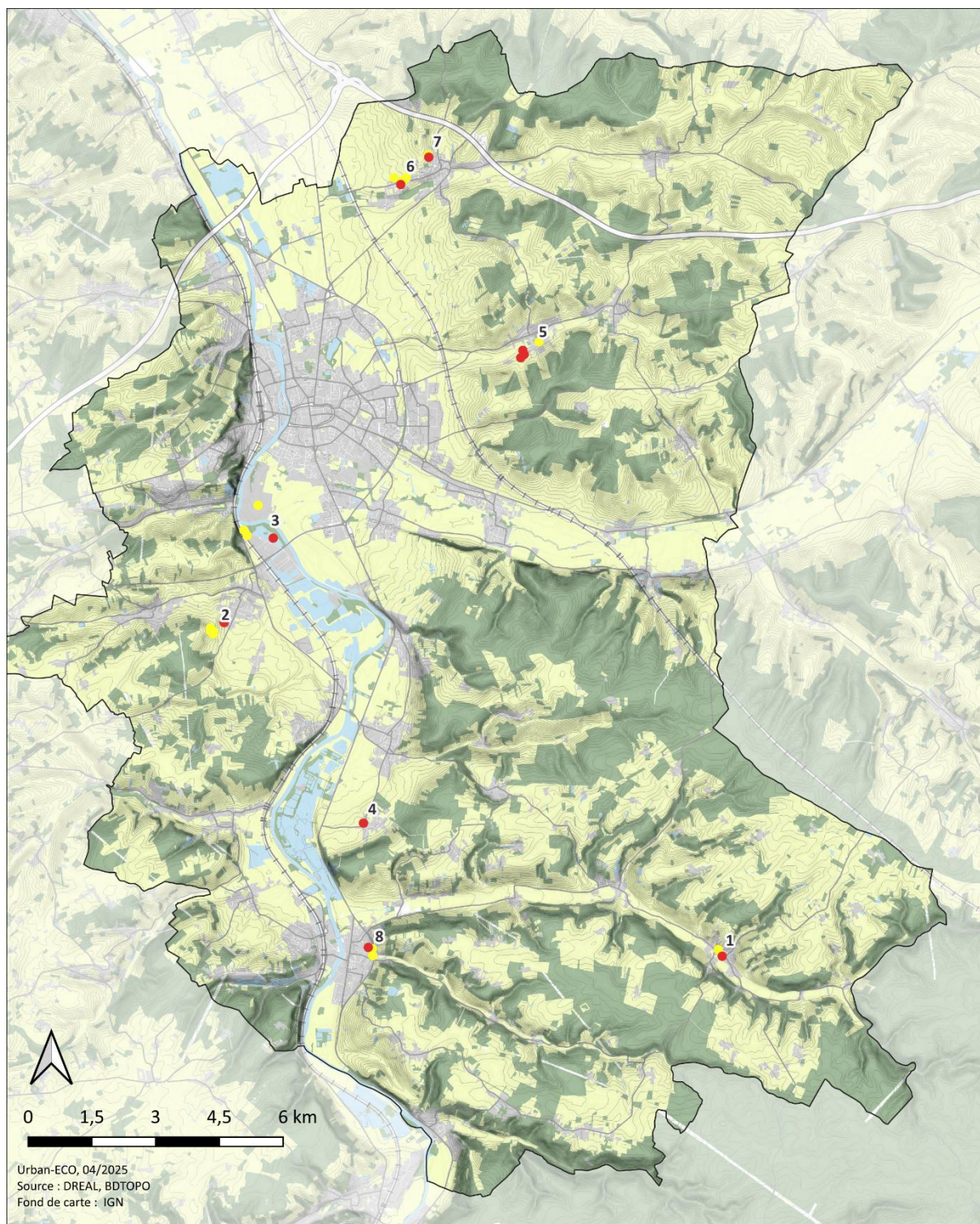
- La commune qui voit le plus de suppression est Gron, avec une diminution nette de 7,96 ha (– 6,9 %), y compris 7,65 ha d'espaces en eau correspondant à la partie sud de l'étang de Salcy.
- La commune qui voit le plus de création est Sens, avec une augmentation de 1,21 ha (+ 1,6 %). Sens accueille des créations d'EIPE en compensation de suppressions effectuées à Gron autour de l'étang de Salcy.

La part du territoire couvert par les EIPE ne varie pas notablement, à l'échelle de chaque commune comme à celle du Grand Sénonais dans son ensemble.

L'évolution de la superficie des EIPE semble donc être globalement **sans incidence à l'échelle du territoire**, ce qui n'exclue pas cependant des incidences localisées, examinées le cas échéant ci-après (cf. C.2).

Commune	Avant RA1		Après RA1		Différence (ha)	Variation
	Superficie (ha)	Part du territoire	Superficie (ha)	Part du territoire		
Armeau	8,68	0,8 %	8,68	0,8 %	0,00	0,0 %
Les Bordes	19,66	1,0 %	19,66	1,0 %	0,00	0,0 %
Collemiers	15,40	1,4 %	15,40	1,4 %	0,00	0,0 %
Courtois-sur-Yonne	15,11	3,6 %	15,11	3,6 %	0,00	0,0 %
Dixmont	53,99	1,3 %	54,30	1,3 %	+ 0,31	+ 0,6 %
Étigny	37,69	5,5 %	37,69	5,5 %	0,00	0,0 %
Fontaine-la-Gaillarde	24,08	2,3 %	24,08	2,3 %	0,00	0,0 %
Gron	115,63	9,8 %	107,67	9,2 %	- 7,96	- 6,9 %
Maillot	12,56	2,0 %	12,56	2,0 %	0,00	0,0 %
Malay-le-Grand	47,92	2,2 %	47,92	2,2 %	0,00	0,0 %
Malay-le-Petit	12,90	1,2 %	12,90	1,2 %	0,00	0,0 %
Marsangy	43,23	2,9 %	43,23	2,9 %	0,00	0,0 %
Noé	2,67	0,3 %	2,67	0,3 %	0,00	0,0 %
Paron	65,49	6,3 %	65,49	6,3 %	0,00	0,0 %
Passy	131,04	22,7 %	130,69	22,7 %	- 0,35	- 0,3 %
Rosoy	55,66	9,2 %	55,66	9,2 %	0,00	0,0 %
Rousson	22,19	3,9 %	22,19	3,9 %	0,00	0,0 %
Saint-Clément	46,79	5,5 %	46,79	5,5 %	0,00	0,0 %
Saint-Denis-lès-Sens	120,79	17,6 %	120,79	17,6 %	0,00	0,0 %
Saint-Martin-du-Tertre	26,36	3,8 %	26,36	3,8 %	0,00	0,0 %
Saligny	65,49	6,6 %	66,02	6,6 %	+ 0,53	+ 0,8 %
Sens	75,76	3,5 %	76,97	3,5 %	+ 1,21	+ 1,6 %
Soucy	44,47	2,1 %	45,15	2,1 %	+ 0,68	+ 1,5 %
Véron	77,91	4,9 %	77,91	4,9 %	0,00	0,0 %
Villeneuve-sur-Yonne	116,68	2,9 %	116,68	2,9 %	0,00	0,0 %
Villiers-Louis	24,09	2,2 %	24,09	2,2 %	0,00	0,0 %
Voisines	44,55	1,6 %	44,55	1,6 %	0,00	0,0 %
Ensemble du territoire	1 326,79	3,5 %	1 321,20	3,5 %	- 5,59	- 0,4 %

Tableau 4. Bilan de l'évolution des EIPE



- | | |
|---|--|
| <p>□ Périmètre du Grand Sénonais</p> <p>Secteur concerné par la révision allégée</p> <p>● Création</p> <p>● Suppression</p> | <p>Occupation du sol</p> <p>■ Zone agricole</p> <p>■ Zone forestière</p> <p>■ Cours d'eau et plan d'eau</p> <p>■ Espace urbanisé et infrastructure</p> |
|---|--|

Carte 1. Localisation des secteurs concernés par la révision allégée n° 1

b. Places des sites visés par la RA1 au regard de la trame écologique locale

Suite à l'approbation du SRADDET le 16 septembre 2020, la région Bourgogne-Franche-Comté a engagé l'harmonisation des trames vertes et bleues incluses dans les SRCE des deux anciennes régions. Cette harmonisation a abouti en 2023. Cette trame verte et bleue harmonisée a été actée lors de l'approbation de la modification du SRADDET en décembre 2024. Ses données géographiques ont été diffusées sur la plateforme IDEO-BFC en mars 2025.

La série de carte aux pages suivantes vise à mettre à jour les cartes figurant entre les pages 98 à 111 de la pièce : 1.1 Rapport de présentation – Tome A. Diagnostic territorial et environnemental. Les sites concernés par les évolutions localisées portées par la révision allégée n° 1 recoupent les composantes ci-dessous cartographiées par le SRCE de Bourgogne-Franche-Comté.

N°	Commune	EIPE	Trame des milieux...			
			... boisés	... ouvert mosaïques	... ouverts secs	... humides
1	Dixmont	Suppr.	Corridor	-	-	-
		Créé	Corridor	-	-	-
2	Gron (Les Chaponnière)	Suppr.	-	-	-	-
		Créé	-	-	-	-
3	Gron (étang de Salcy)	Suppr.	-	-	Corridor	Noyau
		Créé	Noyau	Corridor	Corridor	Noyau
4	Passy	Suppr.	-	-	-	Corridor
5	Saligny	Suppr.	Corridor	-	-	Noyau
		Créé	Corridor	-	-	Corridor
6	Soucy (route de Cuy)	Suppr.	-	-	-	Corridor
		Créé	-	-	-	Corridor
7	Soucy (Petit Bois)	Suppr.	-	-	-	-
		Créé	-	-	-	-
8	Villeneuve-sur-Yonne	Suppr.	Corridor	-	Corridor	Corridor
		Créé	Corridor	Corridor	Corridor	Corridor

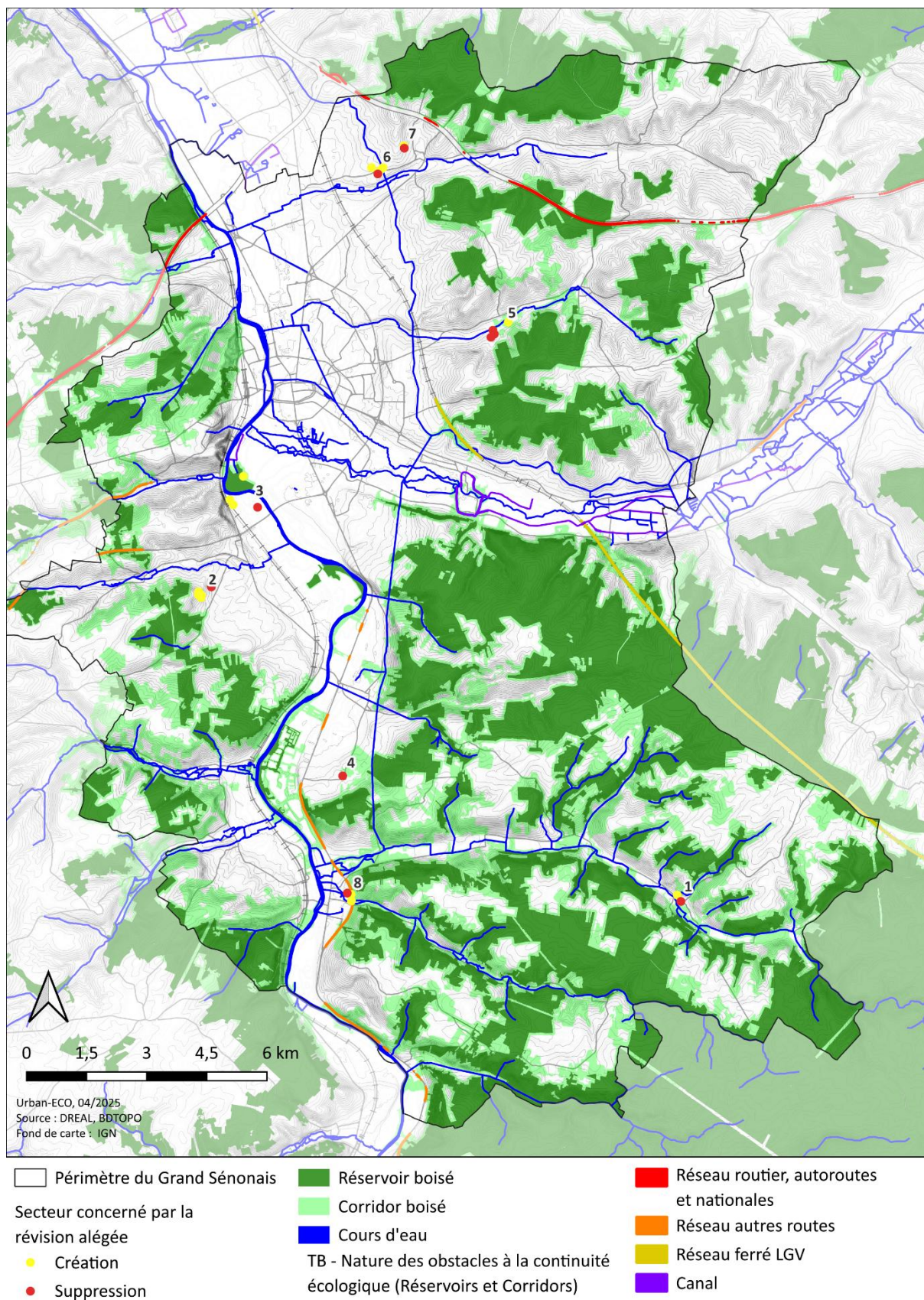
Tableau 5. Croisement des composantes des trames du SRCE avec les EIPE visés par la RA1

Certains sites visés par la révision allégée n° 1 sont concernés par des composantes du SRCE Bourgogne.

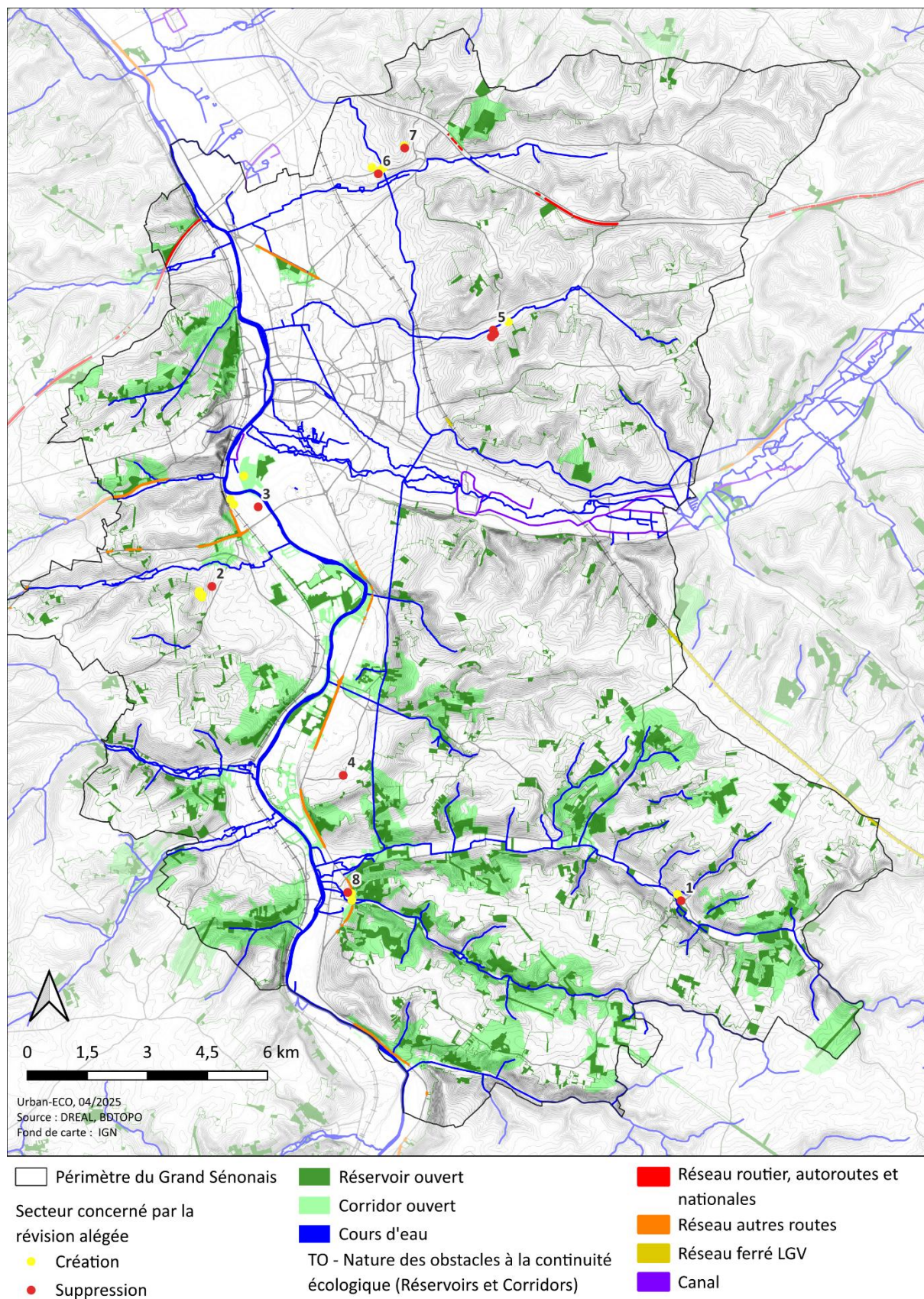
- Les EIPE supprimés de Gron (étang de Salcy) et Saligny sont inclus dans des noyaux ;
- Les EIPE supprimés de Dixmont, Passy, Soucy (route de Cuy) et Villeneuve-sur-Yonne sont inclus dans des corridors ;
- L'EIPE créé de Gron (étang de Salcy) est inclus dans un noyau ;
- Les EIPE créés de Dixmont, Saligny, Soucy (route de Cuy) et Villeneuve-sur-Yonne sont inclus dans des corridors.

L'expertise de terrain des sites visés montre que, à l'exception du site de l'étang de Salcy à Gron, il s'agit de sites périurbains déjà affecté par un certain degré d'anthropisation. Les superficies affectées sont faibles (cf. C.4) au regard de la superficie des vastes ensembles fonctionnels visés par les corridors des différents sous-trames, et par les noyaux des sous-trames boisées et humides.

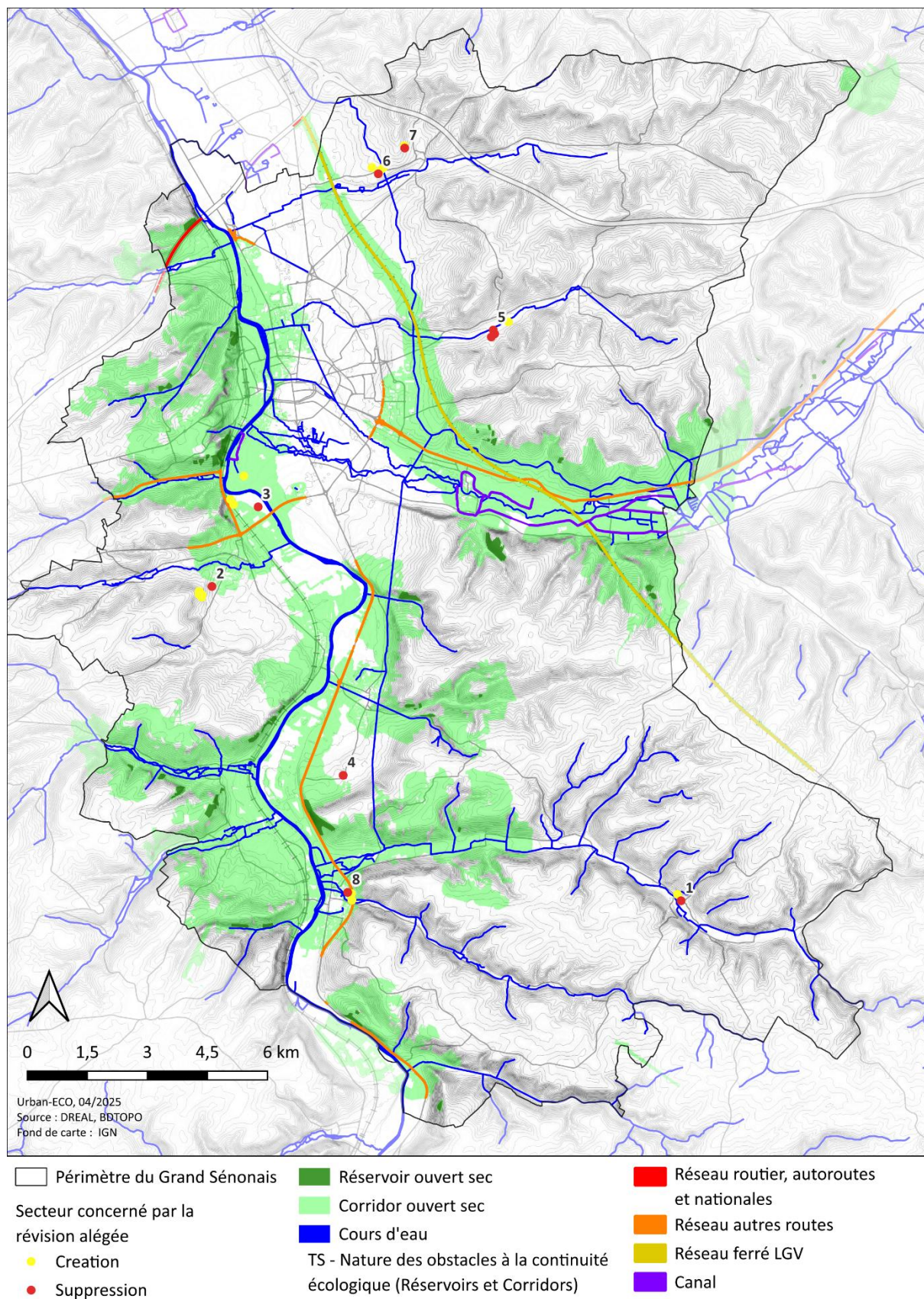
L'évolution des EIPE semble donc être globalement sans incidence sur la trame écologique à l'échelle du territoire, ce qui n'exclue pas cependant des incidences localisées, examinées le cas échéant ci-après (cf. § C.2).



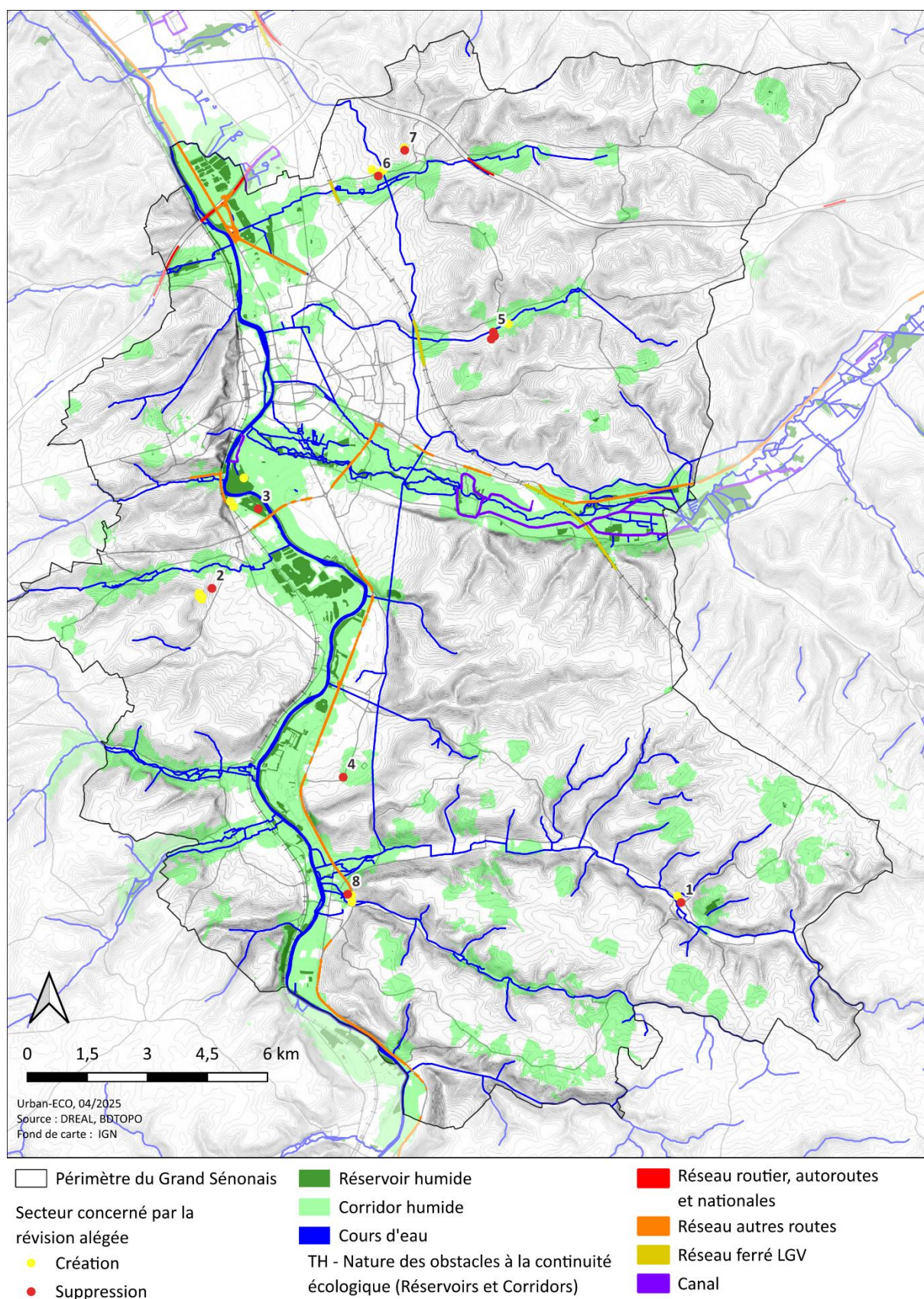
Carte 2. Réservoirs et corridors de la sous-trame des milieux boisés



Carte 3. Réservoirs et corridors de la sous-trame des milieux ouverts mosaïques



Carte 4. Réservoirs et corridors de la sous-trame des milieux ouverts secs



Carte 5. Réservoirs et corridors de la sous-trame des milieux humides

c. Places des sites visés par la RA1 au regard du patrimoine naturel

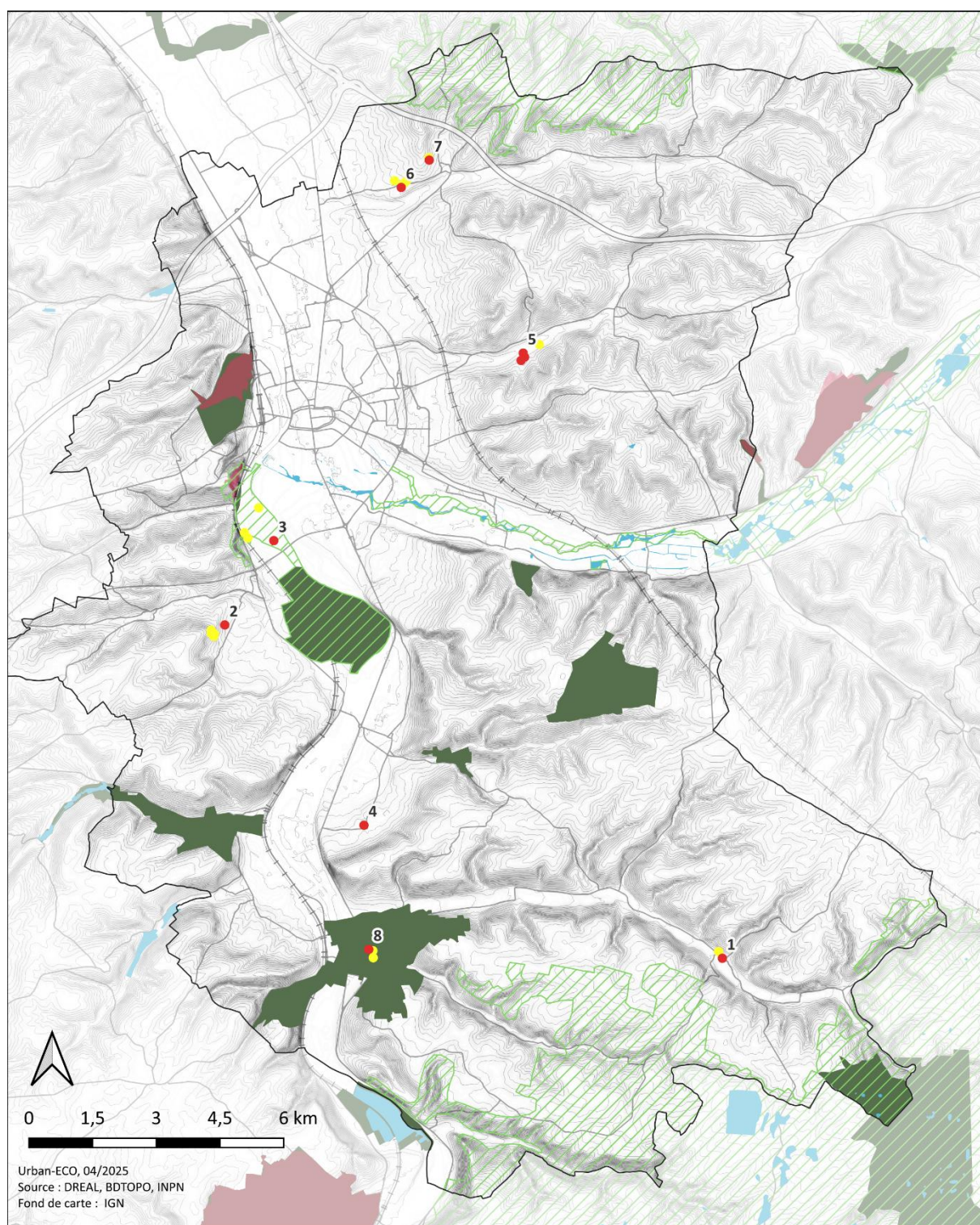
À l'exception du site de l'étang de Salcy à Gron, aucun site visé par la révision allégée n° 1 n'est concerné par un zonage officiel d'inventaire et de protection des milieux naturels.

Le site de l'étang de Salcy (3,72 ha supprimé et 4,08 ha créés en compensation) occupe une place marginale (< 1 %) au sein de la vaste ZNIEFF de type 2 « Gravières et coteau de Gron, roselière de Paron » (559 ha). L'évolution de cet EIPE n'est pas de nature à affecter la fonctionnalité de ce vaste ensemble écologique.

L'évolution des EIPE semble donc être globalement **sans incidence sur le patrimoine naturel à l'échelle du territoire**, ce qui n'exclue pas cependant des incidences localisées, examinées le cas échéant ci-après (cf. § C.2.c.).

N°	Commune	Natura 2000	ZNIEFF de type 1	ZNIEFF de type 2
1	Dixmont	-	-	-
2	Gron (Les Chaponnière)	-	-	-
3	Gron (étang de Salcy)	-	-	Gravières et coteau de Gron, roselière de Paron
4	Passy	-	-	-
5	Saligny	-	-	-
6	Soucy (route de Cuy)	-	-	-
7	Soucy (Petit Bois)	-	-	-
8	Villeneuve-sur-Yonne	-	-	-

Tableau 6. Croisement des inventaires et protections des milieux naturels avec les EIPE visés par la RA1



- | | |
|---|--------------------|
| □ Périmètre du Grand Sénonais | ■ Znieff 1 |
| Secteur concerné par la
révision allégée | ▨ Znieff 2 |
| ● Création | ■ Site Natura 2000 |
| ● Suppression | ■ Zone humide |

Carte 6. Zonages d'inventaire et de protection des milieux naturels

2. Approche par secteur

a. Site n° 1 – Dixmont (centre -bourg)

(i) État des lieux

Thématique	EIPE supprimé	EIPE créé
Description	<p>Traces d'un ancien verger (Corine Biotope : 83.15) :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Présence d'au moins 3 pommiers et de 2 cerisiers. – Présence de noisetier, de vigne et de framboisier . <p>Prairie mésophile (Corine Biotope : 38), avec présence de graminées comme le Dactyle aggloméré, du Coquelicot, de l'Ortie dioïque, du Mouron rouge...</p> <p>Présence à proximité immédiate de faune liée au bâti comme des Moineaux domestiques, des Hirondelles rustiques ou de fenêtre, des Rougequeue noirs.</p> <p>Présence du Lézard des murailles (espèce protégée), sur le muret.</p>	<p>Pelouse rase, avec présence de Pissenlit, de Pâquerette, de Plantain lancéolé... Près de la Chapelle, de la ronce, du Compagnon blanc... Tilleul taillé en trogne, potentiellement favorable à la faune</p> <p>Présence d'une chapelle potentiellement favorable à des espèces du bâti, mais sans trace d'occupation par des oiseaux ou des chiroptères.</p>
Enjeux	Préserver les murs	<p>Entretien des arbres têtards</p> <p>Mettre en œuvre une gestion écologique de l'espace</p>



Présence d'arbres fruitiers



Vue sur le bâti au nord, prise depuis le centre de la parcelle



Vue du mur au sud de la parcelle



Présence de framboisier

Photo 1. Dixmont – EIPE supprimé



Vue vers le nord



Pelouse rase




Chapelle



Tilleul taillé en trogne

Photo 2. Dixmont – EIPE créé

(ii) Incidences et mesures

Thématique	Description
Alternative envisagée	Ne pas faire évoluer les prescriptions graphiques.
Incidence	 Biodiversité ordinaire
Justification	La collectivité souhaite libérer de toute contrainte un vaste espace libre à l'intérieur de l'enveloppe urbaine, pour permettre la réalisation des objectifs de construction de logements sans induire de consommation foncière. L'EIPE s'oppose à cet objectif. La collectivité propose en compensation de créer un EIPE sur un espace entourant une chapelle, dans l'objectif de mettre en valeur cet élément du petit patrimoine bâti.
Mesure mise en œuvre	Création d'un EIPE en compensation
Incidence résiduelle	Risque d'atteinte à la biodiversité ordinaire
Mesure proposée	Protéger les murs autour de l'EIPE actuel au titre de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme Gestion différenciée du nouvel EIPE créé : fauche avec exportation des produits, entretien des arbres têtards...

b. Site n° 2 - Gron (Les Chaponnières)(i) *État des lieux*

Thématique	EIPE supprimé	EIPE créé
Description	Traces d'un ancien verger (Corine Biotope : 83.15) : <ul style="list-style-type: none"> – Présence d'arbres fruitiers : Pommiers, Cerisiers, Pruniers et 1 Noyer – Verger en train de se refermer avec de l'Églantier et de la Ronce Intervention de débroussaillage en cours lors de la visite de terrain Présence de haies de Prunelliers et de Cornouiller sanguin, très favorables à la faune	Parcelles privées non accessibles et difficilement visibles depuis l'extérieur. Présence d'arbres fruitiers comme des Cerisiers. Parcelles entretenues avec suspicion de potager et de ruches
Enjeux	Restaurer l'ancien verger Préserver les haies	-



Vue vers l'ouest, intervention en cours



Vue vers l'est, intervention en cours



Haie de Prunelliers sur la limite ouest



Vue du coin sud-est de la parcelle

Photo 3. Gron (Les Chaponnières) – EIPE supprimé



Vue de l'entrée de la partie est



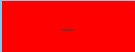

Vue de l'entrée de la partie ouest



Vue depuis l'EIPE à supprimer

Photo 4. Gron (Les Chaponnières) – EIPE créé

(ii) Incidences et mesures

Thématique	Description
Alternative envisagée	Ne pas faire évoluer les prescriptions graphiques.
Incidence	 Paysage
	 Biodiversité ordinaire
Justification	<p>La collectivité souhaite libérer de toute contrainte un vaste espace libre visé par une zone de projet (OAP), pour permettre la réalisation des objectifs de construction de logements sans induire de consommation foncière.</p> <p>La collectivité propose en compensation de créer plusieurs EIPE visant des vergers et potagers situés au sud-ouest du bourg, enclavés dans l'espace agricole au sein duquel ils constituent des marqueurs paysagers.</p> <p>Sur les terrains visés par le projet, la part de pleine terre et la densité de plantation seront assurées par le règlement du PLUi, tandis que l'OAP demande la création d'espaces végétalisés publics et privés.</p> <p>Néanmoins, le projet urbain tel qu'il est traduit dans l'OAP n'intègre pas les systèmes existant de gestion des eaux pluviales, constitué d'un fossé profond encadré de grilles en limite nord du site le long de la rue Cormier et d'un bassin enterré en limite est. La conservation de l'EIPE et le déplacement sur son emprise de l'espace vert projeté dans l'OAP serait l'occasion de retravailler le fossé pour l'intégrer au projet d'ensemble, permettant ainsi au nouveau quartier des Chaponnières d'être articulé à l'existant autour d'un espace vert ouvert sur la rue Cormier.</p>
Mesure mise en œuvre	Création d'un EIPE en compensation
Incidence résiduelle	Atteinte au paysage d'interface entre le bourg et l'espace agricole Risque d'atteinte à la biodiversité ordinaire
Mesure proposée	Réviser l'OAP pour intégrer l'ancien verger et le fossé dans l'aménagement urbain

c. Site n° 3 - Gron (étang de Salcy)(i) *État des lieux*

Thématique	EIPE supprimé	EIPE créé
Description	<p>Végétation de berges avec du Saule, du Cornouiller sanguin, du Prunier, de l'Aulne glutineux et du Noyer commun...</p> <p>Sur la berge sud, végétation de berge accolée à l'étang, puis alignement de Prunier myrobolan/Érable negundo, puis d'arbustes horticoles (comme le Laurier-cerise et le Cotonéaster de Franchet).</p>	<p>Nouvel EIPE à côté de l'étang :</p> <p>Présence d'un couvert arboré comprenant de l'Érable sycomore, du Frêne, de l'Aulne... avec en lisière du Noisetier, du Noyer commun....</p> <p>Présence d'une espèce protégée, l'Écureuil roux.</p> <p>Présence d'oiseaux des boisements comme le Grimpereau des jardins et d'oiseaux des milieux humides comme la Rousserolle effarvatte.</p> <p>Boisement avec Robinier faux-acacia, de l'Érable plane, du Frêne, de l'Érable champêtre, de l'Érable sycomore, du Peuplier... Le Robinier faux-acacia est assez présent.</p>
Enjeux	-	-



Vue de l'étang depuis la berge ouest, île arborée à gauche



Vue de la berge sud avec configuration particulière : végétation de berge (à droite), Prunier myrobolan (au centre) et haies d'espèces plutôt horticoles



Vue des prairies à proximité de la berge nord




Vue des prairies à proximité de la berge nord

Photo 5. Gron (étang de Salcy) – EIPE supprimé



Photo 6. Gron (étang de Salcy) – EIPE créé

(ii) Incidences et mesures

Thématique	Description
Alternative envisagée	Ne pas faire évoluer les prescriptions graphiques.
Incidence	 Biodiversité ordinaire
Justification	<p>La collectivité souhaite libérer de toute contrainte la partie sud de l'étang de Salcy, étang de loisir actuellement aménagé pour la pêche, afin de développer une base de loisir nautique avec notamment un espace de baignade, un téléski nautique et des aménagements légers, réversibles, associés (poste de secours, sanitaires, buvette, agrès sportifs...).</p> <p>L'EIPE s'oppose à la réalisation de ces aménagements légers.</p> <p>Ces aménagements seront soumis à étude au cas par cas au titre de la rubrique 44.d) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement en tant qu' « Autres équipements sportifs, culturels ou de loisirs et aménagements associés ». Si l'emprise aménagée excédait 10 ha, ils pourraient également être soumis à une étude d'impact systématique au titre de la rubrique 39.b). Ces procédures garantissent la bonne prise en compte de l'environnement dans le projet.</p> <p>La collectivité propose en compensation de créer</p> <ul style="list-style-type: none"> – plusieurs EIPE visant des espaces boisés et prairiaux situés au nord de l'étang de Salcy à Gron et dans la plaine de Chambertrand à Sens – des continuités de nature, visant des bandes boisées situées à l'est de la RD72 à Gron et des haies dans la plaine de Chambertrand à Sens. <p>Ce secteur est également visé par la modification n° 1</p> <p>Sur les terrains visés par le projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Les aménagements et installations ne devront pas entraver la circulation de la faune et la flore (règlement de la zone NLe) ; – Les constructions, aménagements et installations devront limiter leur impact d'imperméabilisation des sols (règlement de la zone NLe) ; – Les aménagements respecteront les orientations de l'OAP « Paysage et environnement ».

Thématique	Description
Mesure mise en œuvre	Création d'un EIPE et de linéaires de continuités écologique en compensation
Incidence résiduelle	Aucune

d. Site n° 4 – Passy (rue du Parc)

(i) *État des lieux*

Thématique	EIPE supprimé
Description	Parcelles typiques de fond de jardin avec pour quelques-unes présence d'un potager et/ou poulailler. Le plus souvent très entretenue, sauf une qui est plus enfrichée.
Enjeux	-



Photo 7. Passy – EIPE supprimé

(ii) *Incidences et mesures*

Thématique	Description
Alternative envisagée	Ne pas faire évoluer les prescriptions graphiques.
Incidence	Ø Aucune
Justification	La collectivité souhaite libérer de toute contrainte un vaste espace libre à l'intérieur de l'enveloppe urbaine, pour permettre la réalisation des objectifs de construction de logements sans induire de consommation foncière. L'EIPE actuel ne présente pas d'intérêt et de cohérence écologique, et s'oppose à la valorisation des terrains. La collectivité propose en compensation de faire évoluer le zonage de UC à UL, augmentant ainsi le taux de pleine terre à respecter Sur les terrains visés par le projet, la part de pleine terre et la densité de plantation sera assurée par le règlement du PLUi.
Mesure mise en œuvre	Évolution du zonage de UC à UL

Thématique	Description
Incidence résiduelle	Sans objet

e. Site n° 5 – Saligny (Les Vaux Renards)

(i) *État des lieux*

Thématique	EIPE supprimés	EIPE créé
Description	<p><u>Au nord-est du site de projet</u> Jardin de l'habitat individuel, avec plantations horticoles de grand développement (Thuyas...) Observation du Faucon crécerelle qui s'est porté au sommet d'un thuya après la chasse</p> <p><u>À l'ouest du site de projet :</u> Traces d'anciennes haies fruitières avec des Pommiers, des Pruniers, des Cerisiers, des Noyers communs Déblais (sable/graviers) recouvert d'Orties dioïques et de Graminées</p> <p><u>Au nord de la rue des Vaux Renards</u> Terrain cultivé</p>	<p>Plantation de peuplier de la fin des années 1960 autour d'un des bras de la Gaillarde, en cours de colonisation par des essences spontanées (frênes, saules...).</p>
Enjeux	Restaurer les haies	Augmenter la naturalité du boisement



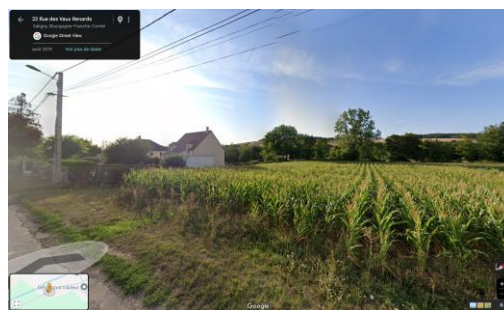
Fourré constitué de Pommiers et de Pruniers en limite ouest



Vue des Thuyas depuis le sud



Haie mélangée de ronce, Prunellier, Noyer commun



Terrain cultivé au nord de la rue des Vaux Renard (Google Street View)

Photo 8. Saligny – EIPE supprimé

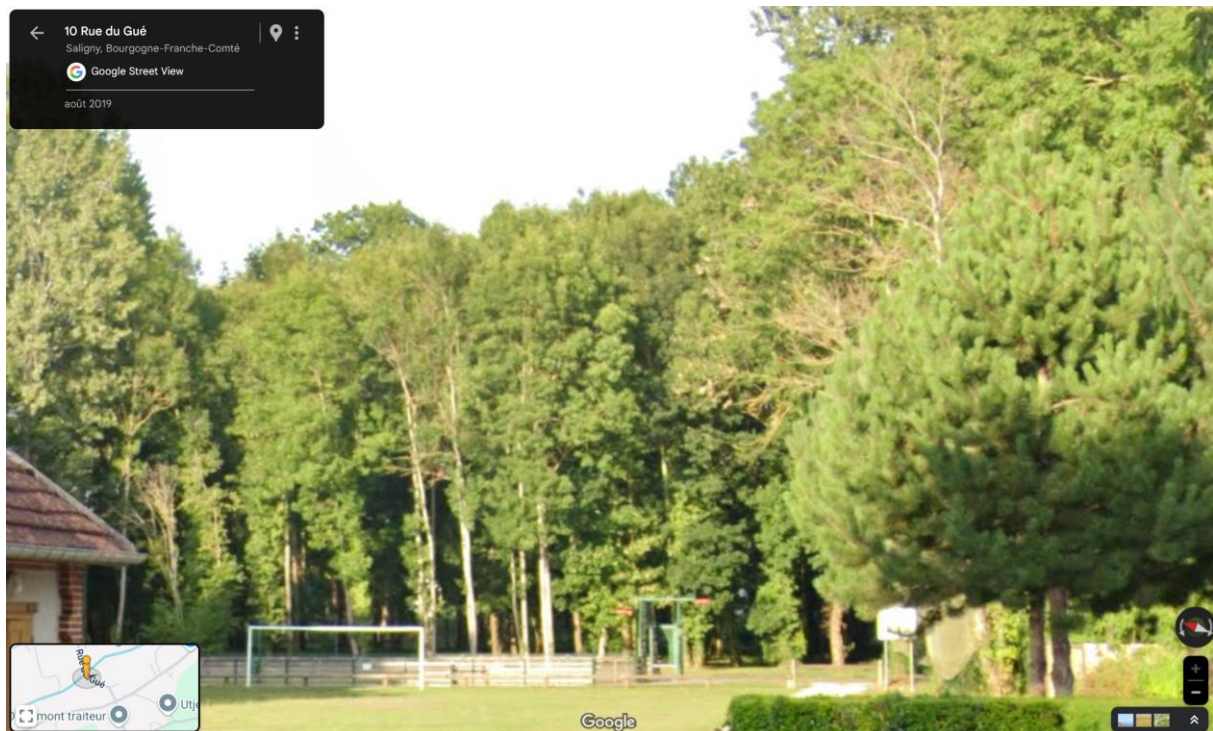



Photo 9. Saligny – EIPE créé

(ii) Incidences et mesures

Thématique	Description
Alternative envisagée	Ne pas faire évoluer les prescriptions graphiques.
Incidence	 Biodiversité ordinaire
Justification	<p>La collectivité souhaite libérer de toute contrainte un vaste espace libre visé par une zone de projet (OAP), pour permettre la réalisation des objectifs de construction de logements sans induire de consommation foncière.</p> <p>L'EIPE actuel présente un intérêt écologique limité aux anciennes haies au sud-ouest du site du projet, et s'oppose à la réalisation du projet urbain.</p> <p>La collectivité propose en compensation de créer un vaste EIPE pour préserver un boisement situé en fond de vallée, enclavé dans la ville entre la salle des fêtes et la fromagerie.</p> <p>Sur les terrains visés par le projet, la part de pleine terre et la densité de plantation sera assurée par le règlement du PLUi, tandis que l'OAP demande la création d'espaces végétalisés publics et privés.</p>
Mesure mise en œuvre	Création d'un EIPE en compensation
Incidence résiduelle	Risque d'atteinte aux haies
Mesure proposée	Inscrire la restauration des haies dans les orientations de l'OAP

f. Site n° 6 - Soucy (route de Cuy)(i) État des lieux

Thématique	EIPE supprimé	EIPE créé
Description	Friche post culturelle	<p><u>2 sites au nord de la route de Cuy</u> Ancien verger, en cours d'enfrichement (prunelliers, aubépine...)</p> <p><u>1 site au sud de la route de Cuy</u> Plantations ornementales en fond de jardin (Robinier, bouleau, charme...) haie résineuse (type Chamaecyparis ou Thyuas) en limite avec le site de projet à l'ouest</p>

Thématique	EIPE supprimé	EIPE créé
Enjeux	-	Restaurer les vergers



Vue avec la route de Cuy en fond



Vue depuis le bout de la rue des Vignaux

Photo 10. Soucy (route de Cuy) – EIPE supprimé



Espace paysager en fond de jardin le long de la route de Cuy



Ancien verger enfriché au nord de la route de Cuy le long de l'aqueduc de la Vanne

Photo 11. Soucy (route de Cuy) – EIPE créé

(ii) Incidences et mesures

Thématique	Description
Alternative envisagée	Ne pas faire évoluer les prescriptions graphiques.
Incidence	Ø Aucune
Justification	La collectivité souhaite libérer de toute contrainte un vaste espace libre visé par une zone de projet (OAP), pour permettre la réalisation des objectifs de construction de logements sans induire de consommation foncière. L'EIPE actuel ne présente pas d'intérêt et de cohérence écologique, et s'oppose à la réalisation du projet urbain (OAP) et de la voie de desserte (emplacement réservé). La collectivité propose en compensation de créer plusieurs EIPE visant des espaces arborés en périphérie de l'enveloppe urbaine (vergers, bosquets...). Sur les terrains visés par le projet, la part de pleine terre et la densité de plantation sera assurée par le règlement du PLUi, tandis que l'OAP demande la création d'espaces végétalisés publics et privés.
Mesure proposée	Création d'EIPE en compensation
Incidence résiduelle	Aucune

g. Site n° 7 - Soucy (rue des Petits Bois)(i) *État des lieux*

Thématique	EIPE supprimé	EIPE créé
Description	Ensemble sans cohérence à cheval sur plusieurs terrains, englobant des parties d'anciens vergers	Ancien verger, en cours d'enfrichement (prunelliers, aubépine...), formant un filtre paysager en limite nord du bourg.
Enjeux	-	-



Vue prise depuis la limite est de la parcelle




Vue prise depuis la limite est de la parcelle

Photo 12. Soucy (impasse des Petits Bois) – EIPE supprimé



Photo 13. Soucy (impasse des Petits Bois) – EIPE créé

(ii) *Incidences et mesures*

Thématique	Description
Alternative envisagée	Ne pas faire évoluer les prescriptions graphiques.
Incidence	 Biodiversité ordinaire

Thématique	Description
Justification	<p>La collectivité souhaite libérer de toute contrainte des fonds de parcelles à l'intérieur de l'enveloppe urbaine, pour permettre la réalisation des objectifs de construction de logements sans induire de consommation foncière.</p> <p>L'EIPE actuel présente pas un intérêt écologique limité et son tracé n'a pas de cohérence écologique.</p> <p>La collectivité propose en compensation de créer un EIPE pour préserver la bande boisée en limite nord du bourg. Cette bande participe à l'intégration paysagère de la limite urbaine et préserve les espaces construits des vents de secteur nord à nord-est.</p> <p>Sur les terrains libérés par la suppression de l'EIPE, la part de pleine terre et la densité de plantation sera assurée par le règlement du PLUi.</p>
Mesure mise en œuvre	Création d'un EIPE en compensation
Incidence résiduelle	Aucune

h. Site n° 8 - Villeneuve-sur-Yonne

(i) État des lieux

Thématique	EIPE supprimé	EIPE créé
Description	<p>Jardins de l'habitat individuel, avec plantations fruitières</p> <p>Parcelle inaccessible et non visible depuis la voie publique</p>	<p>Site nord : jardins de l'habitat individuel, avec plantations fruitières</p> <p>Site sud : Pelouse rase, avec présence de Pissenlit, de Pâquerette, de Plantain lancéolé...</p>
Enjeux	-	-



Site de compensation nord : vue depuis la RD606



Site de compensation sud (Google Street View)

Photo 14. Villeneuve-sur-Yonne – EIPE créé

(ii) Incidences et mesures

Thématique	Description
Alternative envisagée	Ne pas faire évoluer les prescriptions graphiques.
Incidence	<div style="display: flex; align-items: center;"> <div style="background-color: orange; width: 30px; height: 30px; display: flex; align-items: center; justify-content: center; margin-right: 10px;">⚠</div> <div>Biodiversité ordinaire</div> </div>
Justification	<p>La collectivité souhaite libérer de toute contrainte un vaste espace libre à l'intérieur de l'enveloppe urbaine, pour permettre à terme la construction d'équipements sportifs en relation avec le collège proche sans induire de consommation foncière.</p> <p>L'EIPE actuel présente pas un intérêt écologique limité et son tracé n'a pas de cohérence écologique.</p> <p>La collectivité propose en compensation la création de 2 nouveaux EIPE :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Un espace le long de la RD606 au sein du même îlot que l'EIPE supprimé, préservant le cœur d'îlots des nuisances routières ;

Thématique	Description
	<ul style="list-style-type: none"> – Un espace entre les deux bras du Ru Galant canalisé, en amont du collège, pour accueillir des opérations de renaturation du cours d'eau (création d'une zone d'expansion...) et éviter l'inondation du collège <p>Sur les terrains libérés par la suppression de l'EIPE, la part de pleine terre et la densité de plantation sera assurée par le règlement du PLUi.</p>
Mesure mise en œuvre	Création d'un EIPE en compensation
Incidence résiduelle	Aucune

3. Incidences prévisibles sur Natura 2000

a. Présentation des sites Natura 2000 proches

Le Grand Sénonais est concerné par le site Natura 2000 ZSC FR2601005 « Pelouses à orchidées et habitats à chauve-souris des vallées de l'Yonne et de la Vanne ». Le DOCOB indique la présence de 4 habitats d'intérêt communautaire et 2 espèces animales mentionnées à l'article 4 de la directive 79/409/CEE et figurant à l'annexe II de la directive 92/43/CEE :

Les pelouses sèches ayant motivé la désignation du site Natura 2000 ont été rencontrés ailleurs dans le Grand Sénonais, parfois sous des variantes dégradées, comme le montre les inventaires des pelouses calcaires réalisés dans le cadre du SRCE ou par le Conservatoire des espaces naturels de Bourgogne, et complétés ponctuellement par l'ancienne Communauté de communes du Sénonais (cf. Rapport de présentation du PLUi en vigueur, Tome C « évaluation environnementale », § IV.B.1. **Aucune pelouse sèche n'a été inventoriée dans les sites visés par la révision allégée n° 1.**

La présence du Damier de la Succise et de l'Écaille chinée, lépidoptères visés par le site Natura 2000 est attestée à Saint-Martin-du-Tertre. **Ces lépidoptères n'ont pas été contactés dans les communes où sont situés les sites visés par la révision allégée n° 1.**

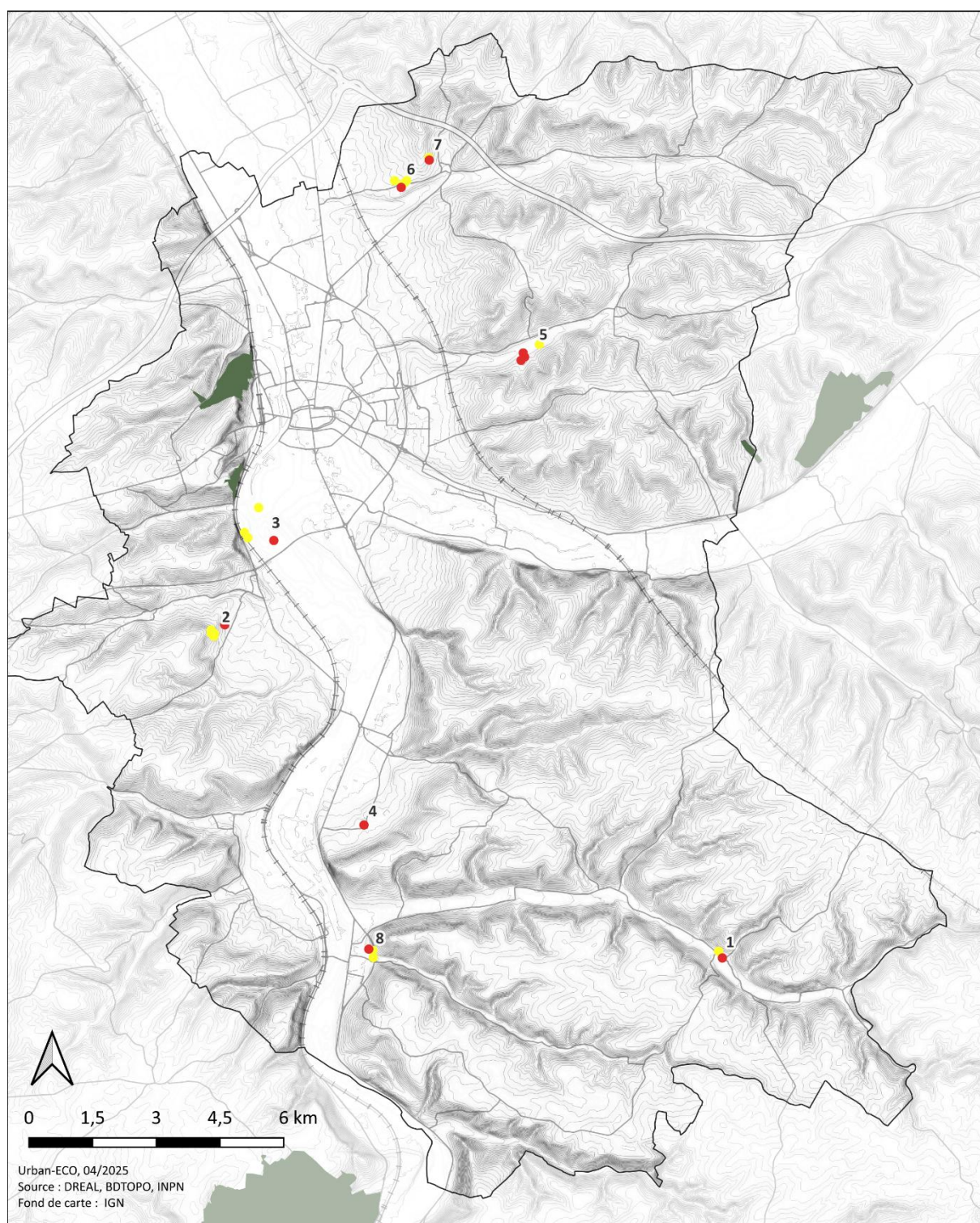
La présence du Murin à oreilles échancrées, du Grand Rhinolophe, de la Barbastelle d'Europe et du Grand Murin est attestée dans plusieurs communes du territoire :

Nom vernaculaire	Nom scientifique	Présence dans le Grand Sénonais
Murin à oreilles échancrées	<i>Myotis emarginatus</i>	Malay-le-Petit, Paron, Saint-Martin-du-Tertre, Véron, Villeneuve-sur-Yonne, Voisines
Grand Rhinolophe	<i>Rhinolophus ferrumequinum</i>	Paron, Saint-Martin-du-Tertre, Véron, Villeneuve-sur-Yonne
Barbastelle d'Europe	<i>Barbastella barbastellus</i>	Malay-le-Petit, Voisines
Grand Murin	<i>Myotis myotis</i>	Malay-le-Petit, Marsangy, Paron, Saint-Martin-du-Tertre, Sens, Véron, Villeneuve-sur-Yonne, Voisines

Tableau 7. Liste des espèces de chiroptères éligibles à la directive « Habitats » de la ZSC FR2601012

Parmi ces communes, seule Villeneuve-sur-Yonne, où ces espèces à l'exception de la Barbastelle ont été inventoriées, accueille un de sites visés par la révision allégée n° 1 (site n°8). Or ce site :

- Ne compte pas de vieux arbres présentant des cavités susceptibles d'être utilisés par certaines des espèces de chauve-souris qui fréquentent le site Natura 2000 (Barbastelle d'Europe et, en été, mâles solitaires du Murin à oreilles échancrées) ;
- Ne compte pas de bâti ancien susceptibles d'accueillir le Grand Rhinolophe ou le Grand Murin.



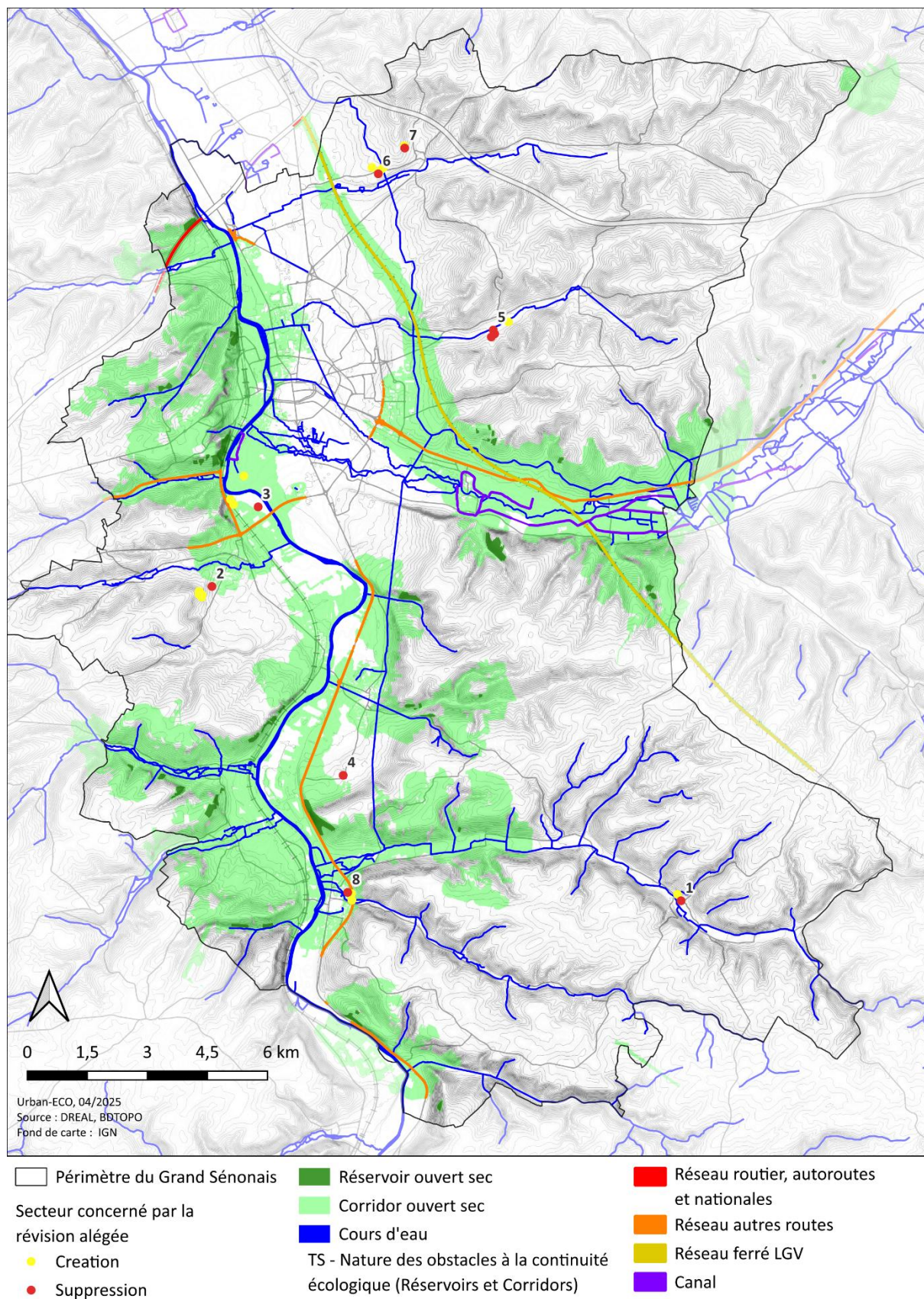
□ Périmètre du Grand Sénonais ■ Site Natura 2000

Secteur concerné par la
révision allégée

● Création

● Suppression

Carte 7. Localisation des sites Natura 2000 et des sites visés par la RA1



Carte 4. Réservoirs et corridors de la sous-trame des milieux ouverts secs (rappel)

b. Incidences potentielles et enjeux

L'expertise faune/flore des périmètres concernés par la modification simplifiée et l'état des lieux du site Natura 2000 permettent d'établir les enjeux écologiques notables à prendre en compte au regard des habitats d'espèces et des espèces d'intérêt patrimonial présentes sur le territoire communal et à proximité.

Les périmètres concernés par la modification simplifiée ne présentent pas d'enjeux vis-à-vis du site Natura 2000 décrit ci-dessus.

Incidence potentielle		Situation du périmètre	Enjeu
Directes	Urbanisation dans des secteurs désignés en Natura 2000.	Les périmètres visés par la présente révision allégée n° 1 sont tous à l'extérieur du site Natura 2000.	Risque inexistant
	Destruction d'habitats éligible proches des zones Natura 2000.	Les périmètres visés par la présente révision allégée n° 1 n'accueillent pas de pelouses calcaires	Risque inexistant
	Destruction d'habitats d'espèces éligible proches des zones Natura 2000.	Les milieux présents dans les périmètres visés par la révision allégée n° 1 ne sont pas particulièrement favorables aux cortèges de chauve-souris qui ont motivé la désignation de ce site.	Risque inexistant
	Destruction de milieux secondaires des oiseaux fréquentant les sites Natura 2000.	Certains peuvent constituer des milieux secondaires : chasse (anciens vergers), gîtes temporaires (bâti ancien). Néanmoins, les surfaces visées sont faibles au regard de l'ensemble des EIPE et au regard de la superficie de espaces urbanisés.	Risque inexistant
Indirectes	Atteinte aux continuités écologiques permettant les échanges entre ces zones.	Les périmètres visés par la présente révision allégée n° 1 ne sont pas concernés par la trame des milieux ouverts secs du SRCE Bourgogne. Certains participent aux corridors de la trame des milieux ouverts mosaïque. Néanmoins, les surfaces visées sont faibles au regard de l'ensemble des EIPE et au regard de la superficie de espaces urbanisés.	Risque inexistant
	Dérangement des espèces.	Les périmètres visés par la présente révision allégée n° 1 sont des sites périurbains, déjà affectés par le dérangement et la pollution lumineuse. La révision allégée n° 1 est peu susceptible d'aggraver ce phénomène.	Risque inexistant

4. Bilan, mesures et suivi

L'objet unique de la révision allégée est d'ajuster des espaces d'intérêt écologique et paysager (EIPE) protégés au titre de 5. l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme, pour faciliter la réalisation de projets d'aménagement ou de construction. Pour compenser les surfaces d'EIPE supprimées, de nouvelles surfaces sont désignées. La synthèse des évolutions est présentée ci-dessous.

N°	Commune	Surface d'EIPE (ha)			Autre évolutions
		Suppr.	Créée	Diff.	
1	Dixmont	0,15	0,07	- 0,08	
2	Gron (Les Chaponnières)	0,32	0,73	+ 0,41	
3	Gron (étang de Salcy)	3,72 ¹	4,08 ²	+ 0,36	Création de 1 050 m de continuité de nature supplémentaire à Gron et Sens
4	Passy	0,37	0,00	- 0,37	Évolution du zonage (secteur UC → UL)
5	Saligny	0,40	0,93	+ 0,53	
6	Soucy (route de Cuy)	0,34	0,89	+ 0,55	
7	Soucy (Petit Bois)	0,11	0,24	+ 0,13	
8	Villeneuve-sur-Yonne	0,42	0,42	± 0,00	
Ensemble		5,81	7,48	+ 1,67	

Tableau 8. Bilan de la révision allégée n° 1

La suppression des EIPE faisait peser un risque d'incidences négatives sur la biodiversité ordinaire et les paysages d'interfaces entre la ville et la campagne. La création de nouveaux EIPE compense en grande majorité ces incidences potentielle, pour aboutir à des évolutions « sans effets notable » sur l'environnement.

Des risques localisés subsistent sur deux sites, au regard desquels des mesures complémentaires sont proposées.

- Site n° 1 (centre-bourg à Dixmont) : risque d'atteinte à la population de Lézard des murailles lié à la suppression des murs de clôture existant en pierre vraisemblable alors que le site est désormais constructible ;
- Site n° 2 (Les Chaponnières à Gron) : risque d'atteinte au cortège d'oiseaux des vergers et des haies et au paysage vernaculaire, non justifié au regard du programme du projet d'aménagement.

Cependant, ces risques localisés portent sur des superficies minimales à l'échelle du territoire dans son ensemble. Ainsi, la **révision allégée ne présente globalement pas d'incidence notable sur l'environnement.**

Les mesures ci-dessous sont définies au regard des incidences induites par la suppression de 5,81 ha d'EIPE.

Mesure	Nature
Mesures mises en œuvre dans le projet de révision allégée n° 1	
Création de 7,48 ha d'EIPE sites n° 1 à 3 et 5 à 8	Compensation
Création de 1 050 m de continuités de nature (site n° 3)	Compensation
évolution du zonage UC UL (site n° 4)	Réduction

¹ Correspondant uniquement à la partie « terrestre ». La surface d'EIPE supprimée atteint 11,36 ha en comptant la partie aquatique (sud de l'étang).

² Compensation en partie réalisée sur le territoire communal de Sens

Mesure	Nature
Mesures proposées à l'issu de l'évaluation environnementale	
Protection des murs de pierre au titre de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme (site n° 1)	Réduction
Modifier l'OAP pour intégrer l'existant (site n° 2)	Évitement
Inscrire la restauration des haies dans les dispositions de l'OAP (site n° 5)	Réduction
Mettre en place la gestion différenciée du nouvel EIPE (sites n° 1)	Accompagnement
Restaurer le verger (site n° 2)	Accompagnement

Tableau 9. Bilan des mesures

Le PLUi en vigueur comporte un jeu complet d'indicateurs pour permettre le suivi des effets sur l'environnement de sa mise en œuvre. Les indicateurs ci-dessous peuvent plus particulièrement être mobilisés pour les thématiques en relation avec la révision allégée :

Thème	Indicateur de suivi	Valeur initiale		Valeur actuelle	
Développement urbain	Surface urbaine	3 680 ha	Jan. 2021	En cours de mesure	
	Nombre de logements	31 763	2019	32 052	2022
	Nombre de logement à l'hectare dans les projets	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Biodiversité	Surfaces protégées au titre de l'article L. 151-23	2 449,1 ha	Jan. 2023	2 450,8 ha	Juil. 2025
	Linéaire de lisière urbaine aménagée	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
	Linéaires protégés au titre de l'article L. 151-23 (continuités de nature)	450,7 km	Jan. 2023	451,7 km	Juil. 2025

Tableau 10. Indicateurs de suivi du PLUi pertinents pour le suivi des effets de la révision allégée n° 1

D. Articulation de la révision allégée n° 1 avec les documents cadres

En application de l'article R. 104-18 du code de l'urbanisme, le rapport environnemental « décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes [soumis à évaluation environnementale]³ avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en considération ».

La hiérarchie des documents d'urbanisme est décrite aux articles L. 131-4 et L. 131-5 du code de l'urbanisme. Le Grand Sénonais étant inclus dans le périmètre du SCOT « Nord de l'Yonne », la présente évaluation environnementale n'examine pas l'articulation de la révision allégée avec les documents d'urbanisme listés aux articles L. 131-1 et L. 131-2 du code de l'urbanisme.

Ainsi, la présente évaluation environnementale de la mise en compatibilité décrit l'articulation du PLU avec les documents-cadre suivants :

- Le SCOT Nord de l'Yonne ;
- Le plan climat air énergie territorial (PCAET) de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais.

Ces documents cadres sont analysés pour dégager leurs effets potentiels sur le projet de mise en compatibilité du PLU. La première analyse des documents cadre ci-dessous expose l'ensemble de leurs orientations et évalue la manière dont la mise en compatibilité les met en œuvre.

1. SCOT Nord de l'Yonne

La révision allégée n° 1 contribue à la réalisation de des objectifs du DOO, selon les modalités détaillées les tableaux ci-dessous et aux pages suivantes.

La révision allégée met en œuvre certaines des prescriptions du DOO, dans la limite de son objet et de son périmètre. Au vu de la part marginale du territoire affecté par cette procédure, elle n'est pas susceptible de remettre en cause la compatibilité globale du PLUi-H avec le SCOT.

a. Orientation 1. Assurer un mode de développement écoresponsable et pérenne

(i) Objectif 1.1. Faire grandir les communes de l'intérieur pour moins consommer d'espace.

Au sein des enveloppes urbaines bâties

Prescriptions	Mise en œuvre dans la RA1
Préciser l'enveloppe bâtie du territoire dans les PLU(i)	Cette prescription est sans rapport avec l'objet unique de la révision allégée n° 1.
Analyser les potentiels d'optimisation au sein de ces enveloppes bâties	L'ajustement des EIPE est notamment motivé par la volonté de d'optimiser les sites de projet et densifier l'enveloppe urbaine, pour limiter les extensions initialement prévues.

³ C'est-à-dire, les « plans ou programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement »

Prescriptions	Mise en œuvre dans la RA1
Prendre en compte le potentiel lié au renouvellement urbain	Ces prescriptions sont sans rapport avec l'objet unique de la révision allégée n° 1.
Remettre sur le marché des logements vacants	
Préserver ou créer des coupures d'urbanisation ou des espaces libres dans les enveloppes bâties existantes	Globalement, les EIPE participe à cet objectif, au même titre que les autres espaces protégées au titre de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme, les règles d'espaces libres et de plantation, et les dispositions des OAP. La réduction de certains EIPE pourrait affecter la mise en œuvre de cette prescription. Néanmoins, les surfaces visées sont faibles au regard de l'ensemble des EIPE et au regard de la superficie de espaces urbanisés. Par ailleurs, la révision allégée prévoit la création de nouveaux EIPE en compensation des suppressions. Enfin, les dispositions des OAP et les règles d'aménagement des espaces libres et de plantations ne sont pas affectées par la révision allégée.

Limiter en encadrer la consommation d'espace

Prescriptions	Mise en œuvre dans la RA1
Permettre l'ouverture à l'urbanisation maîtrisée de zones naturelles et agricoles, sous conditions	Ces prescriptions sont sans rapport avec l'objet unique de la révision allégée n° 1. Hormis le site de l'étang de Salcy à Gron, elle ne vise que des espaces déjà constructibles situés au sein de l'enveloppe urbaine
N'autoriser les constructions nouvelles dans les hameaux existants qu'au sein des enveloppes urbanisées et à condition d'être compatible avec l'environnement	

(ii) Objectif 1.2. Intensifier le niveau de prestation résidentielle au bénéfice du « bien vivre ».

La prescription de cet objectif est sans rapport avec l'objet unique de la révision allégée n° 1.

b. Orientation 2. Valoriser le capital environnemental en veillant à maintenir les grands équilibres entre les espaces agricoles, naturels et urbains.

(i) Objectif 2.1. Préserver les espaces naturels et la biodiversité locale.

Réservoirs de biodiversité

Prescriptions	Mise en œuvre dans la RA1
Délimiter précisément les réservoirs de biodiversité	Le site n° 3 (étang de Salcy à Gron) est inclus dans une ZNIEFF de type 2 et un noyau de la trame humide du SRCE. Cependant, les surfaces affectées représentent moins de 1 % de ces vastes ensembles écologiques. Par ailleurs, le projet de la collectivité vise bien des aménagements d'intérêt collectif (base de loisir nautique), participant au confort estival des population et à l'apprentissage de la natation.
Prendre en compte les zonages officiels d'inventaire ou de protection des milieux naturels	
Réglementer les constructions dans les réservoirs	
Limiter les extensions des constructions localisées dans les réservoirs de biodiversité.	
Autoriser les constructions ou installations répondant à un intérêt collectif	
Préciser les mesures d'évitement, de réduction et de compensation à appliquer	

Corridors écologiques

Prescriptions	Mise en œuvre dans la RA1
Préciser localement les corridors écologiques.	Les EIPE visent notamment à préserver des composantes des trames écologiques locales. Leur suppression dans les secteurs de projet contrevient globalement à ces prescriptions
Proscrire ou éviter toute nouvelle forme d'occupation du sol pouvant entraîner leur destruction ou compromettre leur fonctionnalité	
Identifier et délimiter les espaces naturels relais qui présentent un intérêt écologique	
Développer le potentiel écologique des espaces agricoles	

Prescriptions	Mise en œuvre dans la RA1
Restaurer les corridors écologiques dégradés	Notamment, les EIPE des sites n° 1, 2, 5, 7 comportent des vergers et haies fruitières qui sont des espaces relai de la trame des milieux ouverts. Néanmoins, les surfaces visées sont faibles au regard de l'ensemble des EIPE et au regard de la superficie de espaces urbanisés.
Rétablir des corridors écologiques fonctionnels dans tout projet d'urbanisme les impactant	
Se saisir des nouveaux projets d'aménagement urbains pour renforcer les corridors écologiques	
Établir des exigences d'aménagement favorables à la circulation de la faune	
Prendre des mesures spécifiques permettant de dépasser les points de rupture	
Étudier la possibilité de lever les obstacles à l'écoulement dans les nouvelles opérations d'aménagement	
Éviter au maximum l'implantation d'installations pouvant créer un obstacle à l'écoulement et à la circulation des espèces	

(ii) Objectif 2.2. Mettre en valeur les différentes entités naturelles, supports de la Trame Verte et Bleue.

Prescriptions	Mise en œuvre dans la RA1
Localiser précisément les structures végétales situées dans le tissu bâti et dans les secteurs de projet	La suppression des EIPE dans les secteurs de projet contrevient globalement à cette prescription. Certains EIPE affectés par la révision allégée n° 1 ne présentent pas d'intérêt paysager particulier (sites n° 4, 6, 7, 8). Néanmoins, les surfaces visées sont faibles au regard de l'ensemble des EIPE et au regard de la superficie de espaces urbanisés.
Tirer parti des projets d'aménagement urbains	
Profiter du développement d'un maillage de cheminements doux végétalisés pour créer des continuités écologiques	
Définir [des] coefficients minimaux d'espaces verts	Ces prescriptions sont sans rapport avec l'objet unique de la révision allégée n° 1.
Intégrer des franges urbaines multifonctionnelles aux projets d'extension	
S'engager pour la valorisation des berges des principaux cours d'eau	La suppression des EIPE dans les secteurs de projet contrevient globalement à cette prescription en favorisant la fonction résidentielle au détriment de la fonction paysagère et écologique. Néanmoins, les surfaces visées sont faibles au regard de l'ensemble des EIPE et au regard de la superficie de espaces urbanisés.
Anticiper le réaménagement et la valorisation des carrières	L'ajustement des EIPE autour de l'étang de Salcy (site n° 3) participera à la mise en valeur des berges de l'Yonne. Les secteurs visés par la révision allégée n° 1 ne comptent pas d'anciennes carrières.
Assurer la réversibilité des carrières en fixant pour objectif d'en faire des réservoirs de biodiversité	
Donner un nouvel usage à ces espaces	

(iii) Objectif 2.3. Promouvoir des modèles agricole et forestier durables.

Les 6 prescriptions de cet objectif sont sans rapport avec l'objet unique de la révision allégée n° 1.

c. Orientation 3. Organiser un développement résidentiel conciliant attractivité, diversité et soutenabilité.

(i) Objectif 3.1. Partager la responsabilité d'une croissance résidentielle équilibrée.

Les 3 prescriptions de cet objectif sont sans rapport avec l'objet unique de la révision allégée n° 1.

(ii) Objectif 3.2. Déployer une offre plurielle et complémentaire en logements.

Prescriptions	Mise en œuvre dans la RA1
Assurer une offre plurielle de produits	Cette prescription est sans rapport avec l'objet unique de la révision allégée n° 1.
Donner les moyens aux ménages de demeurer sur le territoire	Les évolutions des EIPE sont motivées par le besoin de libérer certains sites de projet des contraintes entravant la construction de logements (sauf sur les sites n° 3 (Gron/étang de Salcy) et n° 8 (Villeneuve-sur-Yonne).
Constituer une offre de logement social répondant aux besoins et capacités des ménages	Ces prescriptions sont sans rapport avec l'objet unique de la révision allégée n° 1.
Réhabiliter le parc locatif social inadapté et ancien	
Garantir une offre adaptée aux besoins des publics spécifiques	

(iii) Objectif 3.3. Assurer l'habitabilité du parc existant dans le temps.

Les 4 prescriptions de cet objectif sont sans rapport avec l'objet unique de la révision allégée n° 1.

(iv) Objectif 3.4. Accompagner la rénovation énergétique et poursuivre le développement des énergies renouvelables et de récupérations.

Les 7 prescriptions de cet objectif sont sans rapport avec l'objet unique de la révision allégée n° 1.

d. Orientation 4. Renforcer l'accessibilité du territoire et faciliter l'évolution des pratiques en tenant compte des différents contextes locaux.

Les 4 objectifs et 15 prescriptions de cette orientation sont globalement sans rapport avec l'objet unique de la révision allégée n° 1.

e. Orientation 5. Donner au territoire les moyens de relever les défis de l'économie de l'innovation.

Les 5 objectifs et 8 prescriptions de cette orientation sont globalement sans rapport avec l'objet unique de la révision allégée n° 1.

f. Orientation 6. Valoriser la diversité des attraits paysagers et patrimoniaux du nord de l'Yonne pour étendre sa visibilité*(i) Objectif 6.1. Protéger et mettre en valeur les grands paysages et le patrimoine remarquable.*

Prescriptions	Mise en œuvre dans la RA1
Conserver la beauté et la diversité des paysages	La suppression des EIPE dans les secteurs de projet contrevient globalement à cette prescription. Certains EIPE affectés par la révision allégée n° 1 ne présentent pas d'intérêt paysager particulier (sites n° 4, 6, 7, 8). Néanmoins, les surfaces visées sont faibles au regard de l'ensemble des EIPE et au regard de la superficie de espaces urbanisés.
Mettre en valeur les éléments de patrimoine localisés autour des chemins de randonnées	Ces prescriptions sont sans rapport avec l'objet unique de la révision allégée n° 1.
Connaitre le patrimoine bâti d'intérêt remarquable et vernaculaire, afin de le protéger et de le faire découvrir	

(ii) Objectif 6.2. Assurer la qualité du cadre de vie, témoin de l'identité rurale du territoire.

Prescriptions	Mise en œuvre dans la RA1
Conserver des espaces non artificialisés dans l'enveloppe urbaine	La suppression des EIPE dans les secteurs de projet semble contrevenir à cette prescription. Toutefois d'autres dispositions du PLUi garantissent le maintien d'espaces non artificialisés au sein de l'enveloppe urbaine : <ul style="list-style-type: none"> – Taux minimal d'espaces végétalisés de pleine terre ; – Autres EIPE non affectés par la révision allégée n° 1.
Valoriser les centres-bourgs et les axes structurants	Ces prescriptions sont sans rapport avec l'objet unique de la révision allégée n° 1.
Assurer le maintien et le développement d'un patrimoine bâti	

(iii) Objectif 6.3. Développer une véritable stratégie touristique pour faire du territoire une destination de courts séjours.

Les 3 prescriptions de cet objectif sont sans rapport avec l'objet unique de la révision allégée n° 1.

(iv) Objectif 6.4. Concevoir des projets innovants, évolutifs et respectueux de leur environnement.

Prescriptions	Mise en œuvre dans la RA1
Réussir l'intégration paysagère des nouveaux projets d'aménagement	Cette prescription est sans rapport avec l'objet unique de la révision allégée n° 1.
Maintenir les coupures d'urbanisation	Globalement, les EIPE participent à cet objectif, au même titre que les autres espaces protégés au titre de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme, les règles d'espaces libres et de plantation, et les dispositions des OAP. La réduction de certains EIPE pourrait affecter la mise en œuvre de cette prescription. Néanmoins, les surfaces visées sont faibles au regard de l'ensemble des EIPE et au regard de la superficie d'espaces urbanisés. Par ailleurs, la révision allégée prévoit la création de nouveaux EIPE en compensation des suppressions. Enfin, les dispositions des OAP et les règles d'aménagement des espaces libres et de plantations ne sont pas affectées par la révision allégée.
Favoriser l'utilisation de matériaux de qualité voire innovants pour les opérations de centres-bourgs	Ces prescriptions sont sans rapport avec l'objet unique de la révision allégée n° 1.
Mutualiser sur l'espace public des fonctions qui n'ont pas forcément lieu d'être privatisées	

*g. Orientation 7. Offrir des prestations résidentielles de qualité pour améliorer le quotidien des habitants.**(i) Objectif 7.1. Lutter contre la désertification de manière innovante.*

Les 8 prescriptions de cet objectif sont sans rapport avec l'objet unique de la révision allégée n° 1.

(ii) Objectif 7.2. S'adapter aux besoins et aux modes de vie de chacun.

Les 7 prescriptions de cet objectif sont sans rapport avec l'objet unique de la révision allégée n° 1.

(iii) Objectif 7.3. Adapter l'offre en équipements aux besoins actuels et futurs de la population.

Prescriptions	Mise en œuvre dans la RA1
Conforter et développer l'offre d'enseignement secondaire sur le secteur nord du PETR	Ces prescriptions sont sans rapport avec l'objet unique de la révision allégée n° 1.
Anticiper les besoins d'équipements et services « petite enfance » et « jeunesse »	
Enrichir l'offre d'équipements culturels, sportifs et de loisir	L'ajustement des EIPE autour de l'étang de Salcy (site n° 3) vise à permettre l'aménagement d'une base de loisir
Permettre le renforcement de l'offre de soins en particulier dans les secteurs les plus isolés du territoire	Ces prescriptions sont sans rapport avec l'objet unique de la révision allégée n° 1.
Renforcer l'offre dédiée aux personnes âgées	

h. Orientation 8. Assurer une connexion aux réseaux numériques et téléphoniques en tous points du territoire.

Les 2 prescriptions de cette orientation sont sans rapport avec l'objet unique de la révision allégée n° 1.

i. Orientation 9. Relever les défis de l'adaptation au changement climatique pour faire du nord de l'Yonne un territoire sûr et durable

(i) Objectif 9.1. Accompagner la rénovation énergétique et poursuivre le développement des énergies renouvelables et de récupérations.

Les 7 prescriptions de cet objectif sont sans rapport avec l'objet unique de la révision allégée n° 1.

(ii) Objectif 9.2. Garantir une gestion plus durable de la ressource en eau.

Les 17 prescriptions de cet objectif sont sans rapport avec l'objet unique de la révision allégée n° 1.

(iii) Objectif 9.3. Valoriser les ressources du sol et les déchets sur le territoire.

Les 6 prescriptions de cet objectif sont sans rapport avec l'objet unique de la révision allégée n° 1.

(iv) Objectif 9.4. Sécuriser les ménages vis-à-vis des risques et des nuisances

Risques naturels

Prescriptions	Mise en œuvre dans la RA1
Respecter la réglementation fixée par les PPR	L'ajustement des EIPE autour de l'étang de Salcy (site n° 3) participe à la mise en valeur des zones inondables. Tout projet dans ce secteur respectera le règlement du PPRI.
Valoriser les zones inconstructibles des PPR par d'autres vocations	
Proscrire ou limiter fortement l'urbanisation dans les zones d'aléas fort et très fort d'inondation	Ces prescriptions sont sans rapport avec l'objet unique de la révision allégée n° 1.
Organiser le développement urbain en fonction des axes de ruissellement	
Réglementer la construction de sous-sols en zone d'aléa fort à très fort d'inondation par remontées de nappes	
Prendre en compte le risque lié aux mouvements de terrain dans les développements urbains	

Risques technologiques et pollutions des sols

Prescriptions	Mise en œuvre dans la RA1
Prendre en compte les risques technologiques	Ces prescriptions sont sans rapport avec l'objet unique de la révision allégée n° 1.
Concernant les sites et sols pollués (avérés ou potentiels)	
Prendre le risque de Transport de Matières Dangereuses	

Nuisances sonores

Prescriptions	Mise en œuvre dans la RA1
S'appuyer sur les PPBE pour organiser le développement urbain	Ces prescriptions sont sans rapport avec l'objet unique de la révision allégée n° 1.
Installer des protections acoustiques le long des axes routiers et ferrés les plus bruyants, et sensibiliser les habitants	

Qualité de l'air

Prescriptions	Mise en œuvre dans la RA1
Éviter les projets à vocation résidentielle ou d'accueil de personnes sensibles à proximité des voies les plus émettrices	Ces prescriptions sont sans rapport avec l'objet unique de la révision allégée n° 1.
Planter les bâtiments sensibles pour réduire au maximum l'exposition aux pollutions atmosphériques	

Pollution lumineuse

Prescriptions	Mise en œuvre dans la RA1
Limiter la pollution lumineuse	Ces prescriptions sont sans rapport avec l'objet unique de la révision allégée n° 1.

2. PCAET du Grand Sénonais

La Communauté d'agglomération du Grand Sénonais a approuvé son PCAET en décembre 2023.

Les objectifs du PCAET sont :

- Réduire les émissions de Gaz à Effet de Serre et les consommations d'énergies ;
- Améliorer la qualité de l'air en réduisant les émissions de polluants atmosphériques ;
- Adapter le territoire au changement climatique ;
- Augmenter la production d'énergie renouvelable.

Le plan d'action élaboré est constitué de 54 fiches actions réparties en 7 orientations. Il sera mis en œuvre durant ces 6 prochaines années, avec une évaluation à mi-parcours.

- Fédérer et mobiliser les acteurs du territoire : informer, inciter, impliquer ;
- Développer la production locale d'énergie renouvelable ;
- Améliorer la performance énergétique du bâti ;
- Repenser la mobilité et rééquilibrer les modes de déplacements ;
- Maîtriser l'artificialisation des sols et favoriser un urbanisme durable et résilient ;
- Soutenir la réduction des émissions de gaz à effet de serre des activités agricoles, une production alimentaire locale et la séquestration de carbone ;
- Faire de la Communauté d'Agglomération et des communes un moteur de l'action par l'exemplarité et l'innovation.

La révision allégée est compatible avec le programme d'action du PCAET. Elle met en œuvre certaines de ses actions, dans la limite de son objet et de son périmètre.

a. Orientation 1 - Fédérer et mobiliser les acteurs du territoire informer, inciter, impliquer

Les 8 actions de cette orientation sont sans rapport avec l'objet unique de la révision allégée n° 1.

b. Orientation 2 - Développer la production locale d'énergie renouvelable

Les 8 actions de cette orientation sont sans rapport avec l'objet unique de la révision allégée n° 1.

c. Orientation 3 - Améliorer la performance énergétique du bâti

Les 9 actions de cette orientation sont sans rapport avec l'objet unique de la révision allégée n° 1.

d. Orientation 4 - Repenser la mobilité et rééquilibrer les modes de déplacements

Les 8 actions de cette orientation sont sans rapport avec l'objet unique de la révision allégée n° 1.

e. Orientation 5 - Maîtriser l'artificialisation des sols et favoriser un urbanisme durable et résilient

Action	Libellé	Mise en œuvre dans la RA1
O5.01	Intégrer dans le PLUi-H les objectifs du PCAET et appliquer ces principes dans les opérations d'aménagement	Ces actions sont sans rapport avec l'objet unique de la révision allégée n° 1.
O5.02	Prendre en compte le changement climatique dans l'aménagement urbain	Les EIPE affectés par la révision allégée n° 1 visent notamment des espaces arborés au sein du périmètre urbanisé, qui participent à la régulation du microclimat urbain. Néanmoins, ils sont situés dans un contexte périurbain ou rural, peu sensible à la surchauffe urbaine. Par ailleurs, le règlement assure le taux de pleine terre, la densité de plantation et la gestion des eaux pluviales, qui préviennent les conséquences de phénomènes extrêmes. Dès lors, leurs évolutions ne sont pas susceptibles d'augmenter la sensibilité des espaces concernés aux phénomènes caniculaires.
O5.03	Mener un programme de rafraîchissement par végétalisation (arbres) sur les espaces bitumés	Ces actions sont sans rapport avec l'objet unique de la révision allégée n° 1.
O5.04	Faire appliquer la réglementation sur l'extinction de l'éclairage des commerces et des bureaux	

f. Orientation 6 - Accompagner la réduction des émissions de gaz à effet de serre des activités agricoles, une production alimentaire locale et la séquestration de carbone

Action	Libellé	Mise en œuvre dans la RA1
O6.01	Co-construire largement le Projet Alimentaire Territorial	Ces actions sont sans rapport avec l'objet unique de la révision allégée n° 1.
O6.02	Installer une ceinture maraîchère autour de Sens pour développer les circuits courts en facilitant la reprise et l'installation agricole	
O6.03	Mettre à disposition des emprises agricoles permettant aux agriculteurs de tester un modèle avant de s'installer	

Action	Libellé	Mise en œuvre dans la RA1
O6.04	Soutenir le développement de nouvelles pratiques agricoles	<p>Les EIPE affectés par la révision allégée n° 1 visent notamment des espaces non artificialisés au sein du périmètre urbanisé.</p> <p>Néanmoins, la réglementation du taux de pleine terre, assure le maintien d'espaces non artificialisés au sein de la zone urbaine. Par ailleurs, la plupart des secteurs visés par la révision allégée n° 1 sont inclus dans des périmètres d'OAP, et ces dernières programment la création d'espaces verts publics et privés. Enfin, la révision allégée n° 1 affecte une part marginale des EIPE existants et du Grand Sénonais.</p> <p>Dès lors, les évolutions des EIPE portées par la révision allégée n° 1 ne sont pas susceptibles d'augmenter notablement le rythme d'artificialisation.</p>
O6.05	Réimplanter des prairies permanentes, préserver et restaurer les zones humides	
O6.06	Réduire la consommation foncière et l'artificialisation des sols	
O6.07	Encourager le développement du linéaire de haies et de l'agroforesterie	Ces actions sont sans rapport avec l'objet unique de la révision allégée n° 1.

g. Orientation 7 - Faire de la Communauté d'Agglomération et des communes un moteur de l'action par l'exemplarité et l'innovation

Les 10 actions de cette orientation sont sans rapport avec l'objet unique de la révision allégée n° 1.